

Le Libertaire

HEBDOMADAIRE

Rédaction & Administration : 69, b^d de Belleville, Paris

Adresser tout ce qui concerne le journal à CONTENT

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à cha que époque.

ABONNEMENTS

Pour la France : Un an. 8 fr. Six mois. 4 fr.
 Pour l'Etranger : Un an. 10 fr. Six mois. 5 fr.

Le Manifeste de la Fédération Anarchiste

Ouvrier, prends la machine, Prends la terre, paysan.

A l'heure où, dans tous les partis politiques, se dessine un certain floulement, formant une sorte de confusion, un remanement théorique des diverses tendances, les anarchistes se doivent d'apporter également leur point de vue, qu'ils ne feront que confirmer, en vertu de son invariabilité, partant exempt de tout confusionnisme.

Partisans d'une transformation sociale, nous basons notre conception d'une nouvelle société sur L'AUTONOMIE ABSOLUE DE L'INDIVIDU, sur la libre entente, sur la libre organisation des travailleurs, manuels et intellectuels.

Trois longtemps on a reproché aux anarchistes de n'être que des destructeurs, des démolisseurs.

Destructeurs, certes, nous le sommes. Nous voulons renverser la société actuelle, le bourgeois et capitaliste, non pas pour vivre sans organisation, mais pour lui substituer une société plus en harmonie avec la civilisation.

Rejetant tout autoritarisme, SOUS QUELQUE FORME QU'IL SE PRESENTE : dictature, parlementarisme, communisme, autoritarisme, les anarchistes, sans vouloir préjuger ce que sera la société de demain, car il convient d'être d'une prudence extrême, sachant pertinemment que l'anarchie intégrale supposant, pour être vécue, des hommes plus parfaits que nous le sommes, nous pensons, ET CE SERAIT LA NOTRE BEESOINE DE RECONSTRUCTION, qu'au lendemain d'une révolution victorieuse on pourrait être des groupements d'affinités qui présideraient à la vie

morale, artistique, intellectuelle. On pourrait être des associations de producteurs, des organisations ouvrières, des associations d'usines, de chantiers, etc., qui auraient charge d'organiser et de régulariser la production, d'en régler les méthodes.

NOUS VOULONS FONDER UNE SOCIÉTÉ DANS LAQUELLE CHAQUE ETRE HUMAIN POURRA CONSOMMER SELON SES BESOINS ET PRODUIRE SELON SES FORCES.

Les anarchistes sont donc partisans de l'appropriation communisme du sol du sous-sol, des instruments de production et des objets de consommation, en vue d'assurer le développement physique de tous et de chacun sur le terrain de la libre association.

Comme la valeur d'une société dépend de la valeur personnelle des individus qui la composent, les anarchistes estiment que, dans l'intérêt de tous comme dans celui de chacun, tout individu doit chercher à se développer intégralement : physiquement, intellectuellement et moralement.

NOUS SOMMES DONC INDIVIDUALISTES ET COMMUNISTES A LA FOIS.

Et pour concrétiser nos conceptions, nous concluons par ces mots qui englobent, expriment toutes nos aspirations : LES ANARCHISTES VEULENT INSTAURER UN MILIEU SOCIAL ASSURANT A CHAQUE INDIVIDU TOUTE LA SOMME DE BIEN-ÊTRE ADEQUATE A TOUTE EPOQUE AU DEVELOPPEMENT PROGRESSIF DE L'HUMANITE.

LE DROIT DES GENS

Nous en a-t-on parlé, de ce fameux droit des gens, au cours du grand massacre : on n'a pas le droit de ceci, on a le droit de cela. Ce n'est pas dans les conversations, etc...

Le droit des gens pourrait sans inconvénient rejoindre ses proches parents : le droit romain et le droit Napoléon.

Toute cette peu honorable famille des droits, y compris les droits de l'homme, peut disparaître du monde, et celui-ci s'en trouvera bien.

Ignorez si les singes et les anthropophages, nos ancêtres, avaient déjà un droit des gens, mais, à leur honneur, ils le voulaient croire que non, ils se cassaient la figure, ils se bouffaient sans, au préalable, s'être concertés sur les belles manières de ce faire.

Aujourd'hui, il y a progrès ; progrès dans l'hypocrisie.

Les singes modernes des différentes tribus envoient des délégués à une réunion internationale avec mission de s'entendre sur les moyens les plus « convenables » de s'entre-tuer. L'idée de s'entendre pour ne plus se tuer ne peut leur venir ; ça, c'est bon pour les fous. Eux, ils sont les singes raisonnables.

Et nous, avons le droit des gens, c'est-à-dire le droit de ne plus avoir de droits.

En vertu de ce pacte, on peut pulvériser des monceaux d'hommes avec des 420 ; ça, c'est bien. On peut crever des ventres, fendre des têtes, broyer des poitrines, écarteler des intestins, saigner au couteau, cela est conforme au droit des gens ! Mais des balles dumdum, des gaz asphyxiants, cela est mal !...

On peut faire mourir de faim les enfants, les femmes, les vieillards par le blocus, mais c'est barbare de les tuer par des bombes d'aviation !...

Et, naturellement, le pacte n'est jamais respecté. La guerre étant l'art (si l'on peut dire) de faire le plus de mal possible à l'ennemi, chacun s'ingénie à trouver des moyens nouveaux pour faire le plus de mal possible à l'autre.

Mais serait-il respecté, ce qui est impossible, que le droit des gens serait odieux, criminel, idiot.

S'entendre, se réunir, pour, froidement, sans haine, élaborer des plans de crimes collectifs et de ruines, c'est-à-dire donner un veto légal, juridique, à la guerre, boucherie ignoble, cela est en dehors de la raison. Ceux qui font cette bêtise devraient, si la raison habitait le monde, être dans les asiles d'aliénés.

Que dirait-on de médecins se réunissant en congrès international, non pour combattre le choléra, la peste, la tuberculose, la grippe espagnole, mais pour gravement discuter et préparer les façons de répandre ces maladies ?... Heureusement qu'il y a des cyniques, des brutes franches : les Mahon, les

Murray, les Bernhardt, etc., ont fait table rase du droit des gens en affirmant qu'à la guerre une seule chose compte : la force brutale, l'écrasement des vaincus par tous les moyens possibles, sans pitié.

C'est là seulement, en effet, qu'est le véritable esprit de la guerre ; le reste n'est que masques et mensonges.

Où la guerre, avec toutes ses horreurs ; où la paix, avec tous ses bienfaits.

Voilà le dilemme : là, et pas ailleurs. Humaniser la guerre ! Superbidiotie. Ou les hommes aimeront l'humanité, et ils chercheront les moyens de rendre heureux les individus qui la composent, ils s'attaqueront aux institutions qui s'opposent à la réalisation de ce bonheur. Dans ce cas et dans ce but, ils peuvent se réunir et s'entendre.

Où les hommes n'aimeront qu'eux-mêmes et ceux de leur parage, et, étant données les rivalités entre les différents peuples, croiront que leur bonheur ne peut exister que dans le malheur des autres. Et, dans ces conditions, parler d'entente, de droit des gens, est stupide, ridicule, hypocrite et vain.

Les peuples ont fait la guerre pour le droit, pour la liberté, pour la justice et pour la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes. Voilà la parade, le boniment. Réalité : Suppression du droit de parler, de se réunir, liberté, néant : censure, état de siège, justice, les enrichis et les ruinés, les pensions disparates, etc.

Droit des peuples à leur libre disposition : voyez Russie et Hongrie. Droit des gens ! Balançoire pour mieux leur ravir leurs droits.

Il y a un droit, un seul : le droit à la vie pour tous les individus. Avec le droit des gens, on les tue, pour qu'ils puissent goûter aux joies des autres droits qu'on leur ravit !... N'est-ce pas machiavélique ?

Les masques sont tombés. Beaucoup d'hommes ont pu voir la réalité. Ils vont, à présent que le rideau est tombé sur le dernier acte de la tragédie comique, s'apercevoir davantage encore des gouffres dans lesquels ils se sont laissés précipiter.

La « douloureuse » sera régénératrice. Il faut, à ce tournant de l'histoire qui vient, que les hommes détruisent tous les droits périmés : droit canonique, droit romain, droit Napoléon et droit des gens, et droit de se massacrer et de se ruiner.

Et, sur ces hécatombes, sur ces ruines d'un passé de sang, de boue, d'or et de mensonges, ils édifieront l'avoir sur le droit des hommes à la vie, avec, comme base, les institutions sociales, économiques, politiques, permettant à ce droit de pouvoir se réaliser.

V. LOQUIER.

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

Fédération nationale du Bâtiment de France et des Colonies

UNION DES SYNDICATS DE LA SEINE

XVIII^e Région du Bâtiment

Syndicat des Terrassiers du département de la Seine

Aux Travailleurs de Paris !

Le projet d'amnistie déposé par le Gouvernement est comme tout ce qui est d'essence bourgeoise : petit, étroit, mesquin.

La classe ouvrière ne peut se désintéresser des victimes du régime capitaliste.

C'est une AMNISTIE COMPLÈTE que nous voulons pour toutes les victimes de la répression bourgeoise, civiles ou militaires.

L'amnistie doit être une réparation et non une mesure de clémence.

Travailleurs de Paris !

Vous viendrez tous prouver que ce sont bien vos sentiments que traduisent les organisations ouvrières en vous rendant tous au :

GRAND MEETING

qui aura lieu

Dimanche 10 Août, à 9 heures du matin, Salle Wagram

(Métro : Étoile)

M^e Berthon, avocat-conseil du Syndicat des Terrassiers, et différents orateurs prendront la parole.

UNE DÉFAITE PROLÉTARIENNE EN HONGRIE

La Chute des Soviets

Nous avions ici-même salué d'un enthousiasme sincère l'avènement de la République des Soviets de Hongrie. Nous déplorons sincèrement sa disparition, momentanée, espérons-le.

Il ne servirait de rien de se dissimuler le grave échec que constitue pour la Révolution l'effacement de cet événement. Essayons plutôt d'en rechercher les causes profondes et d'en tirer des conclusions profitables.

Les causes de cet échec sont nombreuses et diverses. Elles sont d'ordre extérieur et intérieur.

Il n'est pas exagéré de dire que la cause principale de la chute des Soviets de Hongrie est l'intervention étrangère. C'est presque une lapalissade que de le dire, après tant d'autres.

Nous insistons, cependant, pour marquer d'un point spécial la part de responsabilité qui incombe au prolétariat mondial en général, au prolétariat français en particulier.

Celui-ci, par-dessus la tête de ses dirigeants, est atteint plus directement.

Ce sont les gouvernements de son pays qui ont montré le plus d'obstination et d'acharnement contre les révolutions ouvrières. C'est dans ce pays que s'est formée la coalition réactionnaire universelle. C'est dans ce pays qu'elle continue paisiblement de dérouler le fil de ses intrigues criminelles. C'est par ce pays qu'est fourni, en hommes, en argent, en matériel, le principal effort contre-révolutionnaire.

Et c'est la classe ouvrière de ce pays qui a manifesté le plus d'apathie, le plus d'indifférence, d'indécision devant l'effort gigantesque d'émancipation accompli, au milieu de difficultés innuables, contre l'univers entier coalisé, par les révolutions russe et hongroise.

Il convient de ne pas oublier, il convient de souligner que l'intervention militaire — suspendue provisoirement — n'a été reprise contre la Hongrie qu'après le lâchage ignominieux de la C. G. T. française le 21 juillet.

C'est un crime impardonnable dont aura à répondre, devant le prolétariat international et devant l'histoire de la Révolution, la classe ouvrière française.

Les gouvernements interventionnistes en ont profité pour reprendre, en même temps que les opérations militaires, l'œuvre de division entreprise par eux depuis de longs mois au sein du prolétariat hongrois. Flattant la vanité des chefs ouvriers — des syndicalistes en particulier — attirant et exploitant leur ressentiment contre le gouvernement soviétique qui ne leur faisait pas, dans le nouveau régime, une place suffisamment large pour la satisfaction de leurs ambitions, ils ont mené à terme l'accomplissement de leur plan machiavélique. C'est là un point d'histoire qu'il faudra approfondir quand les éléments complets en seront connus.

Mais, dès maintenant, il est permis d'affirmer, sans crainte d'erreur, que la Révolution Hongroise a succombé sous le coup d'une double trahison.

Ici, en France, le prolétariat a trahi le prolétariat hongrois !

En Hongrie, le prolétariat s'est trahi lui-même !

Il s'est trahi lui-même en épousant la querelle, la rivalité des chefs syndicalistes à l'égard de Bela Kun et de ses amis ! De ces chefs syndicalistes dont le premier acte de gouvernement a été de rétablir la propriété privée, de supprimer la qualité de commissaire du peuple pour se placer dans la peau de ministres !

Il s'est trahi lui-même par manque de foi, par manque de conscience révolutionnaire !

La Révolution Hongroise est assassinée ! Laissons-nous mourir, laissons-nous assassiner la Révolution Russe ?

Parachevons notre éducation révolutionnaire ! Eleçons, faisons pure, intègre, indestructible, notre conscience révolutionnaire !

Rappelons une fois encore, rappelons toujours que la Révolution sera mondiale ou qu'elle ne sera pas !

Une Révolution est morte ?

Vive la Révolution ! ! !

Jean LIBERT.

Dimanche 10 août

Grande Balade

des Amis du "Libertaire"

dans les Bois de Saint-Cloud

Concert,

Jeux, divertissements.

Rendez-vous à 8 h. à la gare St-Lezard. Descendre à Garches.

Itinéraire : Traverser le passage à niveau à gauche en sortant de la gare et longer la voie du chemin de fer en tournant à droite (suivre les flèches).

Les camarades feront bien d'apporter leurs provisions.

Les camarades chanteurs et musiciens sont spécialement invités en vue de la création d'un groupe artistique.

Aux Camarades de Province

Ayant dû m'absenter plusieurs jours, j'ai trouvé à mon retour tout un volume de courrier qu'il me reste à « explorer ». J'espère en venir à bout d'ici dimanche. Que les camarades de province ne m'en veulent donc point si je me vois contraint de ne pouvoir utiliser cette semaine leur chronique. Quant à ceux qui attendent une réponse, qu'ils patientent un peu. Ils seront servis bientôt.

CONTENT.

AMIS !

Abonnez-vous
Faites-nous
des Abonnés

LA GUERRE QUI PAYE

MINÉRAI LORRAIN ET HOUILLE DE LA SARRE

La question d'Alsace-Lorraine qui, d'après je ne sais plus quel pincer sans-rire gouvernemental, était une question morale est définitivement tranchée par le traité dit de paix.

Le Boucher d'Empire dont parlait Von Kuhlmann est devenu le boucher de la République. Le Fer de Thionville, la houille de la Sarre et les sables de Mulhouse, hier base de la richesse allemande sont devenus propriété légitime de l'industrie française, conformément aux visées capitalistes de la première heure formulées en 1916 dans les termes suivants, par un agent du Comité des Forges (clan des Yes).

« En plus de la restitution des richesses minières de la Lorraine et de l'Alsace, la possession sans réserve de tout le bassin houiller de la Sarre est, pour la France, une condition sine qua non de vie, de prospérité et de sécurité. »

Voyons ce que signifie ce transfert de propriété.

Présentement la totalité de la production des sables de Mulhouse est absorbée par les Etats-Unis. L'agriculture française attend...

Laissons de côté les gisements salins d'Alsace qui procurent à nos trusis d'engrais chimiques la maîtrise mondiale du marché de la potasse, bornons notre attention au fer de Thionville et au charbon de la Sarre.

Par la perte du bassin lorrain la métallurgie allemande se trouve réduite à une situation lamentable. Sur une production totale, en 1913, de 28.608.000 tonnes de minerai, 21.136.000 tonnes provenaient, en effet, du bassin de Thionville. Cette production totale était d'ailleurs bien loin de suffire à la consommation des établissements sidérurgiques de l'empire. L'importation de France, d'Espagne, du Brésil, de Suède, de Russie, devait fournir un supplément de 14 millions de tonnes de minerai (autant qu'en produisait l'ensemble des gisements anglais).

Bien entendu, ces sources d'approvisionnement vont se trouver taries. Elles le sont en principe en ce qui concerne la France et ses colonies, le Brésil, la Pologne ; l'Espagne se tournera du côté de l'Angleterre, la Suède traitera tout son minerai.

La métallurgie allemande n'aura donc plus à sa disposition que les 8 à 10 millions de tonnes de ses gisements. Que peut-elle faire avec un tonnage aussi dérisoire de matière première ? Les usines encloses dans les nouvelles frontières sont en mesure de produire 12 millions de tonnes de fonte par an. A raison de 3 tonnes (chiffre admis) de minerai par tonne de fonte il faudrait donc à ces usines, pour assurer leur marche normale, 36 millions de tonnes de minerai. 8 millions provenant de l'intérieur et 28 millions demandés à l'importation. L'Allemagne quoique amputée d'un bon tiers de ses usines devrait importer, pour permettre à ses établissements restants de travailler, deux fois plus de minerai qu'elle n'en importerait au temps de sa prospérité. C'est dire qu'elle est à la merci des pays riches en minerai, à la merci de la France.

Ainsi cette métallurgie, hier si puissante, si fière, si orgueilleuse de ses hauts tonnages et de la perfection de ses procédés, cette métallurgie qui parlait si haut dans le monde, tombée dans un état de vassalité humiliée, est condamnée à végéter dans un cadre de production déterminé et restreint. Il n'y a pour elle qu'un moyen de salut : s'entendre, s'associer en marge des clauses du traité, au besoin, avec une sidérurgie étrangère. La proclamation récente et bizarre d'une République rhénane et westphalienne, aurait-elle une autre signification et d'autres tendances que celles-là ?

L'agonie et la mort de la sidérurgie allemande qu'implique le traité de paix ne pourra manquer de se répercuter gravement sur l'économie de l'ancien empire devenu république social-démocratique. Les diverses branches industrielles et notamment la construction de machines, de moteurs à gaz, de moteurs électriques qui faisaient une si âpre concurrence aux fabrications anglaises et françaises vont se trouver paralysées ; le marasme s'étendra dans les transports ; l'agriculture elle-même privée des importants tonnages de scories de déphosphoration qui lui venaient hier, des aciéries Thomas, de Lorraine et de Luxembourg, aura beaucoup de peine à garder les forts rendements auxquels elle était parvenue laborieusement. En ligne générale ce sera l'appauvrissement des populations, encore accrue des lourdes charges budgétaires, ce sera une façon d'esclavage

infligé à un peuple moderne de grande capacité technique, qui se verra contraint d'émigrer en masse et dont le sort sera encore moins enviable que celui des Irlandais ou que tels autres sujets de la magnanime Angleterre.

La sidérurgie française se pose en bénéficiaire du désastre allemand.

Elle produisait, en 1913, 5.320.000 tonnes de fonte provenant de 15 à 16 millions de tonnes de minerai. Son extraction totale de minerai dépassait 21 millions de tonnes, d'où un excédent de 5 à 6 millions de tonnes qui allaient à l'exportation.

Le bassin de Thionville doublera à peu près la production de minerai d'avant-guerre. Au tonnage formidable de 42 millions de tonnes de minerai dont pourront disposer les hauts fourneaux, correspond théoriquement 14 millions de tonnes de fonte par an.

Supposons que la sidérurgie française veuille produire cette quantité de fonte qui excède de 9 millions de tonnes la production d'avant-guerre. Elle exigera une quantité supplémentaire de charbon ; qu'à raison d'une tonne, un tiers de houille par tonne de fonte, on peut évaluer à 12 millions de tonnes. Le déficit charbonnier de la France qui était de 22 millions de tonnes en 1913 passera à 34 millions de tonnes. En réalité, il faut compter sur 40 à 42 millions en raison de l'accroissement des consommations autres que celles des hauts-fourneaux.

Où trouver ce charbon ? Non loin du bassin ferrifère de Thionville, à 30 kilom. à l'est de Metz se trouve le bassin houiller de la Sarre, long de 70 kilom., large de 36.

Ce bassin a une étendue de 220.000 Ha. (Nord et Pas-de-Calais : 144.000 Ha) ; ses réserves sont évaluées par M. Gouvy (Journal des Economistes, 15 oct. 1915) à 53 milliards de tonnes alors que les réserves totales de la France furent chiffrées, au Congrès géologique tenu en 1913 au Canada, à 17 milliards de tonnes. Evaluons en francs la valeur de cette houille. A raison de 15 fr., prix de revient de la tonne sur le carreau, nous arrivons au chiffre fantastique de 800 milliards de francs, tout près des 1.000 milliards que le Camelot du Roy voulait trouver dans les poches du « Boche ».

La production du bassin de la Sarre, sous le régime du monopole fiscal a été, en 1913, de 17 millions de tonnes. Elle atteindrait facilement 20 millions de tonnes ce qui couvrirait à peu près le déficit charbonnier d'avant-guerre. Il n'en resterait pas moins un déficit supérieur à 20 ou 22 millions de tonnes.

L'annexion de la Sarre ne résoud donc pas le problème du charbon ; c'était, du reste, facile à prévoir. Dès les débuts de 1918, un vœu émis au Congrès du génie civil par la section Mines et métallurgie, demandait :

« Que le gouvernement ne sépare pas la question de l'exportation de notre excédent de minerai de celle de notre déficit en combustible et qu'il assure à notre pays, notamment par l'attribution d'un tribut annuel de combustible à imposer aux Allemands dans l'avenir, la possibilité de s'approvisionner des tonnages qui lui manquent. »

Ce vœu a reçu satisfaction. Aux termes du traité, l'Allemagne devra livrer pendant un nombre variable d'années une certaine quantité de tonnes de houille à la France, à la Belgique, au Grand Duché, à l'Italie...

On voit par ce rapide exposé que la paix wilsonienne, la paix conforme aux saints principes de droit et de justice qui, il y a cinq ans, armèrent les Etats démocratiques contre les Etats autocratiques et dressèrent, enthousiastes et frémissants, les peuples civilisés contre les peuples barbares, ne se présente pas comme un si mauvaise affaire ?

Qui donc a dit que la guerre ne payait pas ? La guerre paye.

Même les morts qui ont une créance sur le Paradis et que M. Barrès veut doter d'un droit électoral posthume... Même les écolopés, les mutilés, les estropiés et les malades qui sont couverts de lauriers, de rubans et de médailles... Même les « vaillants poilus »... ces rescapés de la fournaise qui défilent sous l'Arc de Triomphe et qui chantent la Marseillaise.

Nous avons gagné la guerre... Madelon remplit nos verres... Tout le monde a gagné.

Les uns de la gloire, les autres des profits plus matériels. Il n'est pas jusqu'au prolétariat des usines qui n'ait à se féliciter de la Vic-

Noir. Nonobstant les « marrons » et les passages à tabac, héritage d'avant-guerre, les prolétaires, surtout s'ils sont organisés et conscients, n'apparaissent-ils pas de droit et de fait ? Ne peuvent-ils pas légitimement s'organiser de leur Joubaux, de leur Merheim, de leur Bidegaray, espèces de Briarées syndicalistes dont la tête tourne à l'Empyrée gouvernemental, les pieds restant rivés au sol ingrat du travail ?

Que si vous êtes enclins à de tristes méditations sur l'impôt qui vient, sur la vie chère qui perdure, sur la dictature militaire qui s'ancre dans les mœurs, il vous resterait la consolation suprême de songer qu'un certain avenir brillant est réservé à Notre Industrie, bénéficiaire de la Grande Affaire !

Avec Joubaux de la C. G. T., avec Loucheur, avec Renaut de Billancourt, je vous conseillerais d'entonner l'Hymne sacré de... la Production.

RHILLON.

LES CONDAMNÉS

Depuis l'armistice, on parle beaucoup d'amnistie, d'ouverture de prisons, de prompt libération. Mais il s'agit toujours de délégués militaires et politiques. Des autres, il n'en est jamais question.

Dans les maisons centrales où les condamnés militaires et de droit commun travaillent ensemble, ceux-ci sont méprisés par ceux-là. Continuellement, les déshérités protestent d'être mêlés à de vulgaires « apaches ».

Je sais qu'il serait insensé d'aller réclamer aux gouvernements l'élargissement des détenus de droit commun, mais de là au mépris ou à l'indifférence il y a loin.

S'il y a des détenus militaires et politiques, cela tient au régime actuel, à notre société inhumaine et chaotique. S'il y a des détenus de droit commun, cela tient aux mêmes raisons. Pourquoi alors de la sympathie pour les uns et de l'antipathie pour les autres ?

L'homme qui est condamné n'est pas forcément mauvais ; il peut l'être, mais il peut aussi ne pas l'être. La couleur d'un casier judiciaire ne prouve rien.

Les hôtes de prisons sont presque toujours de familles pauvres. Dès l'âge de douze ans, c'est l'apprentissage, c'est l'usine. Ils y vont joyeux, fiers de pouvoir apporter eux aussi leur part à la mère défilée fourbue, usée quoique encore jeune. Mais le travail éreintant, les vexations de toutes sortes qu'il faudrait endurer sans rien dire sont vite tombés en embousillage.

Pour une nature avachie et sans dignité, pécuniaire de platitude et de soumission, cela peut durer longtemps. Longtemps aussi de cette façon dure son esclavage. Le carcan qui l'enferme, qui le broie et le tient lié à la merci du maître qui l'exploite sera resserré de jour en jour.

Mais il est des natures fières, n'admettant pas les insultes et réclamant la part du gâteau qu'ils ont gagné. De ceux-là, les maîtres en ont peur : ils sont impitoyablement chassés ; partout, le travail leur est refusé. Comment ! tu oses réclamer ce à quoi tu as droit ?... Au large, misérable !

Et ainsi, l'on empêche des êtres de vivre, des intelligences d'éclorre. D'hommes, ils deviennent lours. Constamment tenaillés par la faim, toujours en quête d'un gîte, sans cesse à la recherche des dix-neuf sous pour faire le franc, ils vont, haves, minables, prêts à tout faire pour se procurer la croûte qui les fera vivre et espérer un jour de plus. C'est la mendicité ou le vol, quelquefois le meurtre.

Mais cette misérable existence ne peut durer longtemps. La Société a ses dogmes, ses chiens de garde. Elle qui ne peut rien faire pour supprimer la misère, trouve de quoi se payer des policiers, des magistrats, des gendarmes.

Des hommes de science ? On leur a beau chercher les moyens les plus efficaces pour combattre les « apaches » ; mais tant qu'ils ne trouveront que l'empirisme, l'empirisme cellulaire, le cachot, le passage à tabac, il n'y aura pas grand-chose de changé. L'apachisme étant une conséquence de l'organisation sociale actuelle, celui-ci ne pourra disparaître qu'avec celle-là.

Quand il n'y aura plus de condamnés politiques et militaires, il est probable qu'il n'y aura plus de condamnés de droit commun.

MART-CELL.

LES AMIS DU "LIBERTAIRE"

C'est avec un grand plaisir que nous constatons que, de tous côtés, des réponses nous parviennent en vue de diffusion du journal, preuve irréfutable de la nécessité de ce mode de propagande.

Déjà, des camarades de Lyon, Lille, Roubaix, Tourcoing, Caen, Fiers, La Chaume, Montpellier, Orange, Rouen, Solleville, Béziers, etc., etc., envoient avec nous, en attendant les journaux que nous leur avons envoyés. Pour ce fait, au nom de tous, nous les remercions.

Au travail, camarades, l'heure n'est plus au réconfortement, l'œuvre est ébauchée, c'est l'effort de tous que viendra la perfectionnement. Il faut que dans chaque ville où arrive le journal s'organise au plus vite des groupes « d'Amis du Libéraire » pour le développement et l'amélioration des individus, pour l'intensification de la propagande et la diffusion du Libéraire.

En ce qui concerne le tract, dont nous avons publié le texte dans notre dernier numéro et pour lequel nous avons déjà reçu de nombreuses commandes, nous ne pouvons que vous adresser les premiers exemplaires de la semaine prochaine et en indiquons le prix définitif dans notre prochain numéro.

En attendant, camarades, le Comité de Diffusion vous rappelle qu'il met gratuitement à votre disposition des colis de Libéraire de 3 ou 5 kilos, à votre choix, qui vous seront adressés par retour du courrier, contre le montant en timbres-poste du prix du port, soit :

- 1 fr. 40 pour 3 kilos en gare ;
- 1 fr. 60 pour 3 kilos à domicile ;
- 1 fr. 70 pour 5 kilos en gare ;
- 1 fr. 90 pour 5 kilos à domicile.

Adressez tout ce qui concerne le Comité de Diffusion à la secrétaire du Comité de Diffusion, 63, boulevard de Belleville, Paris.

Historique du Fédéralisme

Le fédéralisme est un mode de vie. Et c'est précisément l'expérience de la vie qui nous pousse à le préconiser et à en réclamer une extension toujours plus grande, parce qu'ainsi les principes de liberté et d'égalité peuvent trouver une réelle application.

Nous ne pourrions certes pas montrer une société organisée au cours de l'histoire d'une façon tout à fait fédérale. Mais nous pourrions facilement constater que plus les individus avaient de liberté dans les groupements, plus les groupements étaient autonomes dans l'agglomération générale, plus aussi la société était prospère et créatrice.

Depuis les âges préhistoriques où nos ancêtres naquirent aux arts, aux sciences, à l'industrie sans que les annales écrites aient pu nous en apporter la mémoire, toutes les grandes périodes de la vie des nations ont été celles où les hommes, agités par les révolutions (la Renaissance, par exemple), eurent le moins à souffrir de la longue et pesante étreinte d'un gouvernement central.

L'ancienne Grèce, ébranlée par d'incessantes secousses, a fait naître les initiateurs de tout ce que nous avons de haut et de noble dans la civilisation moderne. Il nous est impossible de penser, d'élaborer une œuvre quelconque sans que notre esprit ne se reporte aussitôt vers ces Hellènes, épris de liberté qui furent nos devanciers et sont encore un peu nos modèles.

Deux mille années plus tard, après des temps sombres d'oppression qui ne semblaient devoir jamais finir, des révolutions innombrables secouèrent le monde. Ferrari ne comptait pas moins de sept mille secousses locales pour la seule Italie. Avec une unanimité créée par le besoin de vivre, des agglomérations urbaines de toutes sortes, et jusqu'aux plus petits bourgs, commencèrent à briser le joug de leurs maîtres spirituels et temporels. Le mouvement s'étendit de place en place entraînant toutes les villes d'Europe, l'Italie, les Flandres, l'Allemagne ; et en moins de cent ans des cités libres, autonomes, surgissaient sur les côtes de la Méditerranée, de la mer du Nord, de la Baltique, de l'Océan Atlantique, jusqu'aux forêts de Scandinavie, au pied des Apennins, des Alpes, de la Forêt Noire, des Grampians et des Carpates, dans les plaines de Russie, de Hongrie, de France, d'Espagne ; partout la même révolte accompagnée des mêmes manifestations, passant par les mêmes phases, menant aux mêmes résultats. Tout le mouvement de libération s'accomplissait non par le génie de héros individuels, non par des ordres d'en haut, non par la puissante organisation des grands États, non par les capécités politiques de quelques hommes, mais par une suite ininterrompue d'actes de dévouement à la chose publique, venant d'hommes du peuple, d'inconnus, dont les noms mêmes n'ont pas été conservés dans l'histoire.

On avait compris depuis longtemps que là où l'on vivait, on avait entre les voisins, collègues, camarades, des intérêts communs, qu'il fallait se protéger réciproquement, les communes villageoises étaient arrivées à la conscience de leur existence et s'affirmaient. D'autre part, la diversité croissante des occupations, des métiers et des arts, et l'extension du commerce avec les pays lointains faisaient désirer une nouvelle forme d'union libre, volontaire, toujours renouvelable selon les affinités et les besoins. Des guildes, Des semblables organisations se formaient partout où un groupe d'hommes — pêcheurs, chasseurs, marchands, voyageurs, ouvriers en bâtiment ou artisans établis — se réunissaient dans un but commun. Une institution si bien faite pour satisfaire aux besoins d'union, sans perdre l'individualité de son initiative, ne pouvait que s'étendre, s'accroître et se fortifier. On trouva le moyen de fédérer les unions des guildes sans empiéter sur celles des communes villageoises, et de fédérer les uns et les autres en un tout harmonieux. Ce qui était essentiel pour chacune des cités, ainsi constituées, c'était surtout qu'elle avait son autojuridiction, c'est-à-dire son autoadministration. La période comprise entre le X^e et le XVI^e siècle pourrait être décrite ainsi comme un immense effort pour établir la liberté de chacun, l'égalité de tous et leur solidarité. Le fait même que parmi tous les arts, l'architecture ait été par excellence le plus haut développement, écrit Kropotkine, est significatif. Pour arriver au degré de perfectionnement qu'il a atteint, cet art a dû être le produit d'une vie éminemment sociale ; l'architecture médiévale fut grande parce qu'elle était née d'une grande idée. La confiance en soi-même, la souveraineté de l'individu, la croissance et la perfection des sociétés du simple au composé, de bas en haut, comme nous disons maintenant, étaient les idées directrices du XI^e siècle. C'était une monnaie réelle, vigoureuse et saine de fédéralisme.

En trois siècles, la poussée de fédéralisme changea la face de l'Europe. Là où, au commencement du XI^e siècle les villes étaient composées de petits groupes de huttes misérables, ornés seulement d'objets basés et pauvres, dont les constructeurs savaient à peine comment faire une voûte, on trouvait au XIV^e siècle des territoires parsemés de riches cités, entourées d'épaisses murailles, ornées elles-mêmes de tours et de portes dont chacune était une œuvre d'art. La cathédrale, d'un style plein de grandeur et décorée avec abondance, « le peuple en fut le maçon », a dit si bien Victor Hugo — les trésors de beauté de Florence et de Venise, les hôtels de ville de Brême et de Prague, les tours de Nuremberg et de Pise, et ainsi de suite, tout cela date de cette période et tout cela est construit avec des ressources infimes, mais par l'action directe et continue de chaque membre de la société.

Tous les arts que nous cherchons en vain à ressusciter à notre époque de centralisme à outrance, la beauté de Raphaël, la vigueur de Michel-Ange, la finesse infinie de Vinci, la poésie et la langue de Dante, se prirent à refléter sur le feu de la pensée libre s'était mis à flamber. Le violon même, cet instrument merveilleux qui, entre de bonnes mains, a tous les tons et parcourt tout l'espace des sentiments, de la joie à la douleur, de l'ivresse à la méditation, après de longues recherches, nous le légua par les luthiers de Crémone, de temps-là. D'autre part, les navires des cités autonomes sillonnaient dans toutes les directions les mers intérieures de l'Europe, un effort de plus, et ils allaient traverser bien-être avait remplacé la misère. Le savoir s'était développé, s'élevait. Les fermes de dissolution, de démoralisation, de ruine des législatures et des prêtres, ouvrant pour l'État centralisé qui nous écrase à l'heure actuelle encore.

(Extrait de *Centralisme et Fédéralisme*, brochure éditée par la Voix du Peuple de Lausanne.)

Quelques Documents

Les bourgeois allemands pour justifier leurs militaires injustifiables comme tous les militaires, prétendent que le roi Edouard VII fut l'instigateur et l'élaborateur d'un plan d'« encerclement de l'Allemagne » destiné à réduire à merci un concurrent trop puissant et inquiétant.

Cela est fort possible, et dans l'Allemagne au travail, Victor Cambon n'hésite pas à écrire, parlant des moyens coercitifs employés contre la concurrence allemande : « Déjà l'Angleterre nous offre l'exemple de sa loi sur les brevets étrangers... Cet exemple suivi et dépassé partout serait un blocus mondial. Faudrait-il le percer à coups de canon ? »

Les événements ont répondu à Victor Cambon. Mais puisque nos nationalistes « intégraux » ou autres, disent n'avoir en vue que les intérêts de la France, examinons sommairement, quelle était la situation de notre République bourgeoise devant ce formidable conflit anglo-allemand.

C'est à une revue très bien pensante que j'ai eu recours pour éclaircir ce point.

Dans le *Correspondant* du 10 juin 1909, M. Albert Touchard publiait une chronique intitulée : *La rivalité anglo-allemande et la France*. M. Albert Touchard est patriote et qui plus est, il n'est pas pacifiste, ce qui nous met à notre aise pour nous servir de ses enseignements.

Si les avertissements de cet écrivain — et de tant d'autres — n'ont pas été écoutés, c'est naturellement parce que nos dirigeants désiraient la Revanche, et ayant lié partie avec les impérialismes anglais et russe contre l'impérialisme allemand, la première de leurs préoccupations était d'encercler et d'abattre celui-ci et non de maintenir la paix. Le triomphe de leur idéologie politique les intéressait seul, fût-ce au prix de vingt millions de morts. La postérité jugera.

M. Albert Touchard constate tout d'abord que selon la théorie du professeur Schumann, la France se trouvait en quelque sorte réduite au rôle d'otage entre les deux champions de l'hégémonie mondiale.

Puis il résume ainsi les causes profondes de l'antagonisme anglo-allemand :

« L'expansion économique de l'Allemagne s'accomplit au détriment de l'Angleterre ; cette expansion n'est pas seulement affaire de prospérité mais de nécessité ; elle est à la merci de la puissance maîtresse des mers. Quelques chiffres suffisent à établir ces faits :

« En 15 ans, de 1892 à 1907, le commerce extérieur de l'Allemagne s'est accru de 132 %, celui de l'Angleterre de 60 % seulement. La valeur de la flotte commerciale allemande a passé de 327 millions en 1895 à 810 millions en 1905, la flotte à vapeur a triplé en 10 ans. Certaines Compagnies comme la « Hamburg America » et la « Norddeutscher Lloyd », ont un tonnage double de celui des plus grandes Compagnies anglaises. Ces deux Compagnies absorbent à elles seules 80 % de l'émigration européenne vers l'Amérique. Lésé en tant que fournisseur mondial, l'Anglais l'est au même degré en tant que « roulier des mers. »

Voilà qui est net, n'est-ce pas ? Et après cela qu'on vienne encore nous parler de *Guerre du Droit, de Démocratie*, et autres billevesées ; pavillons très nationaux sous lesquels se cache la marchandise avariée et dangereuse des capitalistes rivaux.

Tout comme Delais dans la *Guerre qui vient*, avait énoncé l'hypothèse d'une attaque de la flotte anglaise contre les côtes allemandes, M. Touchard examine celle d'une attaque de la flotte allemande sur les côtes anglaises et d'une tentative de débarquement. Il ne trouve à cette hypothèse aucune chance de succès et conclut que la France ne pouvait pas rester neutre, ce qui est une opinion.

N'étant pas avec l'Allemagne nous sommes contre elle, dit-il, et le jour du conflit venu... ce n'est pas seulement le *soldat de l'Angleterre* qu'il lui faudra jeter à bas, c'est avant tout le *garant de la neutralité belge* qu'il lui faudra réduire à l'impuissance. Et c'est ce qui explique cette proposition sibylline dont nous tenons maintenant la clé : « La défaite de la France met l'Angleterre à notre merci ». Inversement, la victoire de la France mettrait l'Allemagne à la merci de l'Angleterre.

Les deux impérialismes rivaux ont été également jugés et délimités dans le même *Correspondant* (10 juin 1912), par M. L. de Saint-Victor de Saint-

association ; ils doivent s'étendre à tout l'entourage ; de même, dans chaque groupement constituant, l'égalité entre tous les membres veut être assurée. C'est parce que les cités du moyen âge furent en partie fédéralistes qu'elles se développèrent si merveilleusement. C'est encore parce qu'elles le devinrent point assez, ou parce qu'elles s'éloignèrent du fédéralisme, qu'elles durent être envahies, de ruine des législatures et des prêtres, ouvrant pour l'État centralisé qui nous écrase à l'heure actuelle encore.

(Extrait de *Centralisme et Fédéralisme*, brochure éditée par la Voix du Peuple de Lausanne.)

Blancard (sic). Celui-ci définit ainsi cette rivalité :

« Lutte de deux puissances dont l'une parvenue à l'apogée ne peut se résigner à déchoir, dont l'autre en pleine croissance ne peut ni ne veut enrayner ».

Je dois d'ailleurs rendre justice à cet auteur en citant sa conclusion : « A un tel conflit la guerre n'est pas une solution ; tout au plus pourrait-elle affaiblir momentanément les adversaires. »

On voit que les avertissements n'ont pas manqué.

Quant à la violation de la neutralité belge c'est encore dans le *Correspondant* (10 septembre 1911), sous la signature du général Maitrot, que je trouve la preuve qu'elle était prévue depuis longtemps.

Dans un article très documenté notre stratège estime l'attaque par la Belgique comme « seule probable » et résume ainsi le plan de campagne de l'état-major allemand : *Combats d'attente, combats d'usure sur le front Verdun-Toul, décision par la Belgique*, et il conclut :

« Ainsi la Belgique redeviendrait le champ clos où se résoudrait la question d'Alsace-Lorraine, où se jouerait le sort de la France et des destinées de l'Europe. »

C'est d'ailleurs ce que pensaient les Belges clairvoyants et parmi ceux-ci nous savons que les voix n'ont pas manqué qui criaient casse-cou.

Le 4 février 1907, M. Leghait, ministre de Belgique à Paris, écrivait au baron de Favereau, ministre des affaires étrangères :

« L'arrivée au pouvoir de M. Clemenceau a été le couronnement de l'influence anglaise... ». Puis le 18 avril 1907, le baron Greindl, ministre de Belgique à Berlin, écrivait au même ministre :

« Comme le traité d'alliance avec le Japon, l'entente cordiale avec la France, les négociations pendantes avec la Russie, la visite du roi d'Angleterre au roi d'Espagne est un des mouvements de la campagne personnelle dirigée avec autant de persévérance que de succès par S. M. Edouard VII pour isoler l'Allemagne. »

Beaucoup de camarades connaissent à l'heure actuelle l'intérêt et la portée des fameux « Documents belges ». Je me contenterai pour aujourd'hui d'en extraire ces lignes (qui ont paru dans la *Gazette de Lausanne*) : le baron Guillaume, ministre de Belgique à Paris, écrit le 16 janvier 1914, à son ministre des affaires étrangères M. Davignon : « J'ai déjà eu l'honneur de vous dire que ce sont MM. Poincaré, Delcassé, Millerand et leurs amis qui ont inventé et poursuivi la politique nationaliste, cordillère et chavirée, dont nous avons constaté la renaissance. C'est un danger pour l'Europe — et pour la Belgique... »

Il ne serait pas très difficile de réunir en un dossier unique tous les renseignements et les documents utiles à faire la lumière sur les responsabilités — aussi bien lointaines qu'immédiates — de la guerre. On parle de juger le kaiser. Qui le jugera ? les bourgeois de l'Entente ? Non. Il faut que ce soient les peuples qui jugent. Cela n'est pas impossible s'ils savent le vouloir. Les Allemands jugeront leur kaiser, mais les autres peuples jugeront leurs responsables. Il y en a partout...

Les politiciens de toutes nuances savent bien que ceci est la vérité, mais ils comptent toujours sur la paresse d'esprit, l'ignorance et la résignation des peuples. Cependant ils se méfient et cherchent à faire taire par tous les moyens les voix véridiques. Il est à espérer qu'ils n'y parviendront pas.

Cependant, il y a parmi les journalistes et politiciens « de gauche » des gens qui savent et sont documentés.

Qu'attendent-ils pour parler ? S'ils attendent trop longtemps encore, ce qu'ils diront ou écriront n'aura plus que la valeur de discussions historiques ou des choses mortes. Maintenant que le souverain horrible de la guerre est encore frais la vérité peut avoir son avenir une action décisive.

GENOLD.

GOURRIER DU LIBAIRE

PIERRE BOURREY. — Reçu vos livres, merci. Je n'avais pas « La Mère » en magasin au moment de l'expédition du colis de brochures. J'ai cru bien faire de vous envoyer « En Prison », du même auteur. Ça va ?

BESSOU, 33, rue N... à Bordeaux. — Votre colis nous est revenu avec la mention : Inconnu.

CASSIGNARD (Belgique). — Votre colis nous est revenu avec la mention : Parti en France.

ROCKELBERG, Jeune garde Ixelloise. — Je ne trouve pas trace de la commande dont vous me parlez, — ni de versement de fonds au nom du camarade Hir...

M. F. à Angers. — La brochure manquant, c'est pourquoi j'ai mis « Ce que veulent les anarchistes ». Je l'envoie « Aux Jeunes gens ».

Je suis acheteur de L'HUMANITÉ, par Parat-Javal. Faire offres à l'éditeur.

L'impôt sur les Salaires

Devant l'augmentation sans cesse croissante des dépenses occasionnées par la guerre, le gouvernement a été obligé de chercher de nouvelles sources de revenus pour combler le déficit qui va s'aggravant, puisqu'il est impossible de compter sur le vaincu pour boucher le budget.

Parmi l'une des mesures adoptées pour se procurer ces ressources, se trouve la taxe sur les salaires qui a été très mal reçue par la classe ouvrière, où elle a soulevé les plus énergiques protestations.

Serait-ce que cet impôt frapperait plus durement les travailleurs parce qu'il les touche plus directement ? Il le semblerait tellement ce prétexte est indigne.

On lui a protesté aussi contre les augmentations opérées sur les denrées alimentaires, les vêtements, les chaussures, produits pharmaceutiques, etc... ?

Non, il a accepté l'élévation des prix de ces diverses marchandises comme une fatalité provenant de la guerre.

Pourtant si ces augmentations ont été aussi sensibles, l'une des causes déterminantes de la cherté de la vie est due aux impôts prélevés par l'Etat.

Mais ceux-ci se confondent avec la valeur de la marchandise, les travailleurs ne s'en rendent pas compte.

Comment pourrait-il protester contre un état de choses sanctionné par l'impôt ? Si au lieu d'être le mystifié que l'Etat tend cyniquement, il était encore sous l'autorité d'un régime comme celui qui a précédé la grande Révolution, nous le verrions se révolter contre les charges qu'on lui impose.

Malheureusement, depuis qu'il a le droit de nommer ses maîtres et que l'on a chargé les noms des diverses contributions prélevées par la royauté qui symbolisaient toutes les injustices et les privilèges de l'ancien régime, le contribuable est prêt à accepter toutes les charges, pourvu que l'Etat s'en tienne à son rôle.

Il sait pourtant que la guerre a créé une situation financière des plus difficiles, que les prochains budgets dépasseront 20 milliards et que le gouvernement ne pourra les obtenir que par les moyens habituels : les impôts.

Le ministre des finances annonce qu'il compte surtout sur les impôts de consommation pour équilibrer son budget, car si ceux-ci « prêtent à certaines critiques, ils lui paraissent moins incontestables », paroles prononcées par M. Klotz le 27 mai, à la Chambre des Députés, en exposant la politique financière du gouvernement ; c'est-à-dire que de nouveaux droits seront prélevés sur les produits les plus nécessaires à l'existence.

Et plus loin, il ajoute en présentant son premier projet de 1 milliard 200 millions d'impôts nouveaux que ces propositions ne sont qu'une étape : « elles réservent donc la possibilité d'autres étapes que le pays sait déjà nécessaires ». Le ministre en montrant l'admiration que provoquent les nouveaux sacrifices consentis par la nation.

Ces paroles sont claires et se passent de tout commentaire.

Il faudra donc payer. Et alors qu'importe que nous payions directement en prélevant une certaine somme sur nos salaires ou que nous consentions aux nouveaux sacrifices sous forme d'impôts habilement dissimulés ?

Mais Populo veut être trompé. Il préfère porter journellement son salaire chez le boucher, le boulanger, le tailleur, le cordonnier, l'épicier, le marchand de vins, etc... Il s'imagine par ce moyen débourser au compte du fisc et conserver le fruit de son travail, bien qu'il ne fasse pas la que changer de main d'être payé.

Déjà ne s'aperçoit-il pas que ses gros salaires sont loin de compenser l'accroissement du coût de la vie, et qu'il n'en a en définitive, la plus lourde part du fardeau ?

Nous aurions vu avec plaisir, une campagne entreprise par les organisations ouvrières contre ce soi-disant abus, si celle-ci avait servi à démontrer aux travailleurs l'impossibilité d'échapper en régime capitaliste aux charges qui écrasent la classe ouvrière.

Mais faire envisager aux travailleurs les conséquences d'une telle politique, dénoncer les mensonges des impôts sur la richesse, exposer les réformes, demandées de la part des militants qui sont à la tête du prolétariat une volonté, une énergie, un désintéressement que nous ne sommes plus habitués à rencontrer parmi eux.

C'est un odieux mensonge que de faire taxer les ouvriers que la suppression de la taxe sur les salaires provoquerait une amélioration à leur triste sort.

Qu'arriverait-il si devant la campagne menée par les travailleurs contre cet impôt si impopulaire, le gouvernement se voyait contraint de céder et de le supprimer ?

Croyez-vous que sa suppression soustrairait définitivement les quelques centaines de millions, qu'il représente, des caisses de l'Etat ?

Ce serait d'une naïveté enfantine que de raisonner de cette manière, et pourtant l'on veut agir ainsi.

Il se peut devant les difficultés qu'il aura pour obtenir les sommes fabuleuses, nécessaires au bon fonctionnement de son administration, que l'Etat impose davantage les privilèges.

Mais penser que ces mesures allégeraient le fardeau qui pèse sur les classes pauvres, serait faire preuve d'une étrange aberration d'esprit.

Que fera, demain, le propriétaire si la taxe augmente ses contributions ? Pensez-vous qu'il acceptera cette nouvelle charge pour son propre compte ?

Il comptera ces nouvelles augmentations parmi ses frais généraux et les fera supporter par ses locataires. L'industriel, le commerçant, les compagnies de transport agissant dans les mêmes conditions et ils feront payer ces nouvelles dépenses par le consommateur.

Devant l'accroissement continu des produits, celui-ci se verrait obligé de réclamer des augmentations de salaires, de recourir aux grèves pour obtenir les moyens qui lui permettraient de ne pas mourir de faim, ce qui aussi bien provoquerait une nouvelle élévation du coût de la vie.

C'est pourquoi nous disons aux travailleurs : l'heure des réformes parlementaires est passée, la guerre a entraîné une situation qui n'est plus possible d'améliorer que par des transformations radicales, que la société capitaliste ne peut faire sans se suicider.

L'Etat qui est son défenseur se servira de tous les moyens pour la sauver de la banqueroute : les mesures qu'il emploiera paraîtront-elles révolutionnaires, ne se résistent-elles pas à l'heure de la révolution ?

C'est par une organisation nouvelle du travail, où tous les instruments de produc-

tion seraient employés à assurer le bien-être et l'aisance, et non à produire la mort et les ruines comme ils l'ont fait depuis cinq ans ; par la suppression de la propriété individuelle, de son soutien, l'Etat avec son cortège d'innombrables parasites tant civils que militaires ; par une répartition plus égalitaire des produits que nous pourrions à chasser la misère et avec elle la classe qui nous asservit et nous exploite.

Prétendre améliorer le sort des travailleurs par d'autres mesures, serait-ce en supprimant l'impôt sur les salaires, est une diversion que l'avenir se chargera de dénoncer.

Deux méthodes se présentent à la classe ouvrière pour résoudre la crise que nous commençons à traverser.

La première consiste à suivre la politique financière et sociale de la bourgeoisie, qui loin d'améliorer la situation du travailleur la raverait plus fortement à sa chaîne d'esclavage.

La deuxième révolutionnaire par laquelle le peuple s'emparerait des moyens de production pour le profit, non d'une caste, mais de tous.

C'est en insistant le communisme libéral qui supprimera les antagonismes économiques que nous parviendrions à faire régner sur la planète enfin utilisée aux besoins de tous, la joie et le bonheur.

F.

La Fragilité des Tyrans

« Ce sont les peuples eux-mêmes qui se laissent ou plutôt se font dévorer puisqu'ils cessent de servir, ils seraient quittes ; c'est le peuple qui s'asservit, qui se coupe la gorge, qui, ayant « choisi d'être asservi », le joug ; qui consent à son mal ou plutôt court après.

S'il lui coûtait quelque chose de recouvrer sa liberté, il ne s'en presserait point ; et, pourtant, c'est ce que l'homme doit avoir de plus cher, que de se remettre en son droit naturel et, peut-on dire, de le retrouver homme ; et je ne lui permets pas de mieux aimer je ne sais quelle sûreté de vivre à son aise.

Mais quoi ! Si, pour avoir la liberté, il ne lui faut que la désirer, s'il n'a besoin que d'un simple vouloir, se trouverait-il nation au monde qui l'estime trop chère, la pouvant gagner d'un seul soupir ? Peut-on se plaindre d'un effort de volonté quand il s'agit de recouvrer le bien qu'on avait racheté au prix de son sang ? Quand il est perdu, tous les gens d'honneur doivent estimer le plus misérable et la mort seule, le feu d'une poêle d'acier, le stendard d'autant plus qu'il en trouve ; sans qu'on y mette de l'eau pour l'éteindre, seulement en y mettant plus de bois, n'ayant plus rien à consumer, il se consume lui-même, devient sans forme et n'est plus feu. De même en est-il des tyrans ; plus ils pillent, plus ils exigent, plus ils ruinent et détruisent, plus on leur donne, plus on les sert ; plus se fortifient, mieux ils sont en situation de tout détruire et anéantir ; et si on ne leur donne rien, ils se désolent, obéissent point, sans combattre, sans frapper, ils courent nus et défaits et ne sont plus rien ; ainsi la racine qui, n'ayant plus de sève ni d'aliment, devient une branche sèche et morte.

Les hommes courageux, pour conquérir la bien qu'ils réclament, ne craignent point le danger ; les hommes actifs ne refusent point leur peine ; les lâches et les engourdis ne savent ni endurer le mal ni recouvrer le bien ; ils se bornent à le souhaiter, et la vertu d'y prétendre leur est ôtée par la lâcheté ; mais le désir de l'avoir demeure en eux, par la force de la nature. Ce désir, cette volonté sont comme des ressorts et aux fous, aux courageux et aux couards, les portant à souhaiter toutes choses qui, étant acquises, les rendraient heureux et contents. D'une seule, je ne sais dire comment la nature fait défaut aux hommes pour la désirer ; c'est la liberté, bien si grand et si précieux, pourtant, qu'elle est, tous les maux viennent à la fois. Les biens même qui demeurent après elle perdent leur goût et leur saveur, corrompus par la servitude. La liberté, seule, les hommes ne la désirent point, pour une raison unique, ce me semble : c'est qu'ils ne la désiraient, ils l'auraient ; comme s'ils se fussent à faire cette belle acquisition, seulement parce qu'elle est trop aisée.

Pauvres et misérables gens, peuples insensés, nations opiniâtres en votre mal, et aveugles en votre bien, vous vous laissez enlever le plus beau et le plus clair de votre revenu, vous laissez piller vos champs, voler vos maisons, les dépouiller des biens anciens et paternels ! Vous vivez de telle sorte que vous pouvez dire que rien n'est à vous ; il semblerait que maintenant ce vous serait un grand bonheur de tenir à moitié vos biens, vos familles et vos vies.

Et tout ce dégat, ce malheur, cette ruine, vous viennent non pas des ennemis, mais bien assurément « de l'ennemi », de celui que vous faites aussi grand qu'il est, pour lequel vous allez si courageusement à la guerre, pour le grand dard quel vous ne refusez point d'exposer à mort vos personnes. Celui qui vous maîtrise n'a que deux yeux, n'a que deux mains, n'a qu'un corps ; il n'a rien autre que ce qui le maintient homme de l'innombrable population de nos villes ; la seule chose qu'il ait plus que vous tous, c'est l'avantage que vous lui faites pour vous détruire.

D'où a-t-il pris tant d'yeux, d'où il vous épie, si vous ne les lui donnez ? Comment a-t-il tant de mains pour vous frapper, s'il ne les prend de vous ? Les pieds dont il foule nos cités, d'où les a-t-il, s'ils ne sont des vôtres ? Comment a-t-il aucun pouvoir sur vous, autrement

ORGANISATION

Avec les nouvelles conquêtes, la guerre en Orient, la victoire, la paix armée, la vie chère, les assignats, les grèves incessantes; nous sommes dans une atmosphère d'angoisses, d'hésitations.

Devant l'incertitude du lendemain, les plus timorés en ont assez.

On peut même dire qu'il faut que la bête humaine ait bon dos pour souffrir tout ce qu'elle supporte depuis cinq années.

Ne nous étonnons pas si elle rue. La ruade du mécontentement général fera la Révolution.

Prévoyants, les gouvernants guettent l'effervescence populaire; les troupes sont dirigées vers les centres ouvriers. De temps en temps ils y paillent en créant des baraquements de ravitaillement, en accordant huit heures, en distribuant des allocations.

Le problème n'est que suspendu, il est loin d'être résolu.

D'ici peu, on va payer les loyers. Pour casquer les milliards de dettes de la guerre victorieuse, les impôts vont pleuvoir comme un déluge sur les travailleurs.

Le pauvre Jacques, toujours victime, se rebellera-t-il ?

Il est vrai qu'avec les mitrailleuses les dirigeants savent remettre tout dans l'ordre; il ne faut pas déplaire à la finance.

Quoiqu'ils n'osent pas sévir ouvertement, au grand jour, contre les grèves, Saint-Etienne, Toulouse, Brest leur donnent la chair de poule.

Les gouvernants fédéraux s'allient aux réformistes et deviennent opportunistes, ils n'ont pas la responsabilité de l'engagement de la partie. Qu'est-ce ?

L'élément actif des syndicats espérait beaucoup plus de courage de ces vieux et anciens fougueux permanents.

Il faut maintenant changer de tactique; compter sur soi et sur le groupement où l'on a voix directe au chapitre; agir quand bon nous semble; sans aller soumissionner le gouvernement de l'Elysée, pas plus que celui de la Grange-aux-Belles.

Mais, dans les groupes, dans les syndicats, les militants ont-ils suffisamment étudié la question de l'insurrection et du déclenchement de la révolution ?

Sont-ils prêts ? Sommes-nous prêts ? Voilà la question.

Savent-ils comment il faut commencer. Ont-ils l'idée de l'organisation qu'il faudra créer dans le chaos révolutionnaire, si l'on veut que le lendemain soit à nous, ou se tourne vers nous ?

Certes, nul ne sait comment et d'où partira le branle-bas de la liquidation

sociale. Un mouvement d'ensemble, concerté, dans un pays de millions d'habitants est impossible.

Le camarade François, dans un précédent numéro du *Libertaire*, a dit avec raison qu'il ne suffisait pas d'avoir des idées, mais qu'il fallait aussi posséder les moyens de les faire prévaloir.

Ce que nous pouvons affirmer, c'est que les groupes les mieux organisés, ceux qui montreront le plus d'initiative, auront les plus grandes chances d'être suivis par le peuple.

Il serait chimérique de trop compter sur les organisations coopératives, syndicales, sociales, où aucune éducation idéale n'y fut faite. Beaucoup même disparaîtront du jour au lendemain, du fait de leur inutilité sociale ou de leur production inutile.

Pourtant, la question de la participation organisatrice des syndicats et des coopératives de production et de répartition est à étudier. On l'a fait, il faut le refaire, si l'on ne veut pas être surpris par les événements qui vont se précipiter.

Nous le serons malheureusement trop, parce que nous négligeons l'idéal, pour rester dans le réalisme souvent égoïste du jour.

Si nous voulons que la révolution soit communiste et anarchiste, sachons la préparer; avec la théorie, soyons des organisateurs.

Le lendemain de l'insurrection la foule suivra ceux qui ne mentent pas, ceux qui dans les faits se montreront à leur hauteur; elle ira avec ceux qui lui donneront à manger et qui par l'exemple démontreront comment chacun en travaillant pour l'œuvre commune, on peut d'abord avoir toute la subsistance matérielle nécessaire; la suite viendra après.

Mais pour arriver à ces résultats, il faut savoir s'organiser, et l'être.

A cet effet, c'est d'établir de suite et partout où l'on peut les groupes de la F. C. A. C'est à commencer même où ne se trouvent qu'un ou deux camarades. La qualité d'abord, le nombre viendra ensuite.

Chaque mois le groupe initiateur posera aux groupes adhérents une question sur l'organisation révolutionnaire.

Chacun y répondra le plus succinctement possible. Le *Libertaire* insérera les réponses, la controverse s'établira jusqu'à ce que soit à peu près résolu le problème.

Sur ce que l'on ne peut dire sans être censuré, s'il le fallait on se réunirait quand il le faudrait.

Le premier point est donc, à mon avis, l'organisation serrée de la Fédération communiste anarchiste, de suite.

Qu'en pensez-vous, camarades ?

GUERIN.

La Botte Militaire

Encore une fois le Comité de Défense sociale se voit obligé de protester publiquement contre l'arbitraire dont il vient d'être frappé à nouveau.

La section de Lyon avait organisé, d'accord avec la ligue d'action du bâtiment, un meeting, en faveur d'une amnistie totale, et qui devait avoir lieu le samedi 2 août à 20 heures 30; un orateur du Comité central avait été demandé pour y traiter le sujet.

Depuis plus de quinze jours les autorités civiles et militaires avaient eu connaissance de cette réunion sans qu'aucun désir d'hostilité se soit manifesté; ce n'est que samedi à 15 heures, cinq heures avant le meeting, que les organisateurs furent avisés par le gouverneur militaire de Lyon que la réunion était interdite de par son ordre.

Sous le régime clémenciste, rien ne doit nous surprendre; depuis longtemps déjà on nous a habitués à ses genres de salades de la part du pouvoir, mais vraiment, celle-ci dépasse les bornes pour un attentat qui tous les frais soient faits, le délégué soit arrivé, pour faire connaître l'interdiction ! Nos amis de Saint-Etienne et de Vienne (Isère) n'ont pas été mieux partagés; pour profiter du passage du délégué, ils avaient, eux aussi, organisé des meetings portant sur le même sujet qu'à Lyon. Là, aussi, ils furent interdits à la dernière heure.

Que dire de ce cynisme outrancier. Pendant que l'on brime le peuple de toutes les façons possibles, on protège ceux qui ont réalisé des fortunes scandaleuses sur le million et demi de morts restés sur les champs de bataille (c'est vrai que le tyran Luchaire, le multi-millionnaire, est ministre) et l'on tolère ceux qui spéculent sur les denrées de première nécessité et autres objets indispensables à la vie normale, protégeant ainsi les voleurs de grande marque qui continuent de s'enrichir sur le dos des consommateurs; inutile de se gêner, on peut aller jusqu'à bout en faisant disparaître instantanément les quelques sous que les travailleurs ont su se ménager et destinés à défendre ceux qui sont tombés depuis cinq ans victimes de l'arbitraire.

En fin de compte, le Comité de Défense sociale considère que les frais de son délégué à Lyon incombent directement au gouvernement de M. Clemenceau.

Puisque chargé par le Comité de cette besogne, je vais demander à la présidence du Conseil le remboursement des dits frais.

J'ajoute que de tels agissements ne sont pas fait pour nous déplaire, ils servent la propagande révolutionnaire mieux qu'aucun groupement ne saurait le faire. Que les gouvernants ne s'y méprenent; si on se figure, en haut lieu, venir à la classe ouvrière parce que l'on corrompra ses mauvais bergers qui l'ont lâchement trahie, on se trompe lourdement. La haine qui s'est accumulée dans le cœur des déshérités et qui grandit tous les jours devient de plus en plus implacable contre ceux qui ont trahi, contre les pouvoirs publics et le capital. Pour peu que l'on continue dans cette voie, nous ne tarderons pas à assister à l'effondrement de l'édifice social

actuel. Le parlementarisme a fait faillite, quant au syndicalisme à la Jouhaux, il a depuis longtemps déjà perdu tout crédit auprès des masses ouvrières. C'est vrai qu'il revanche, la bourgeoisie lresse des couronnes de durier à la C.G.T., frère filic qui veut être adhérent, pourquoi pas, après tout. N'oublions pas les félicitations de l'Action Française, Plaignons les Jouhaux, les Merheim et les Dumoulin, car ce ne sont, à nos yeux, que des malheureux.

Que la Fédération anarchiste se hâte, une fois de plus fructueuse lui est préparée par nos adversaires, la besogne de recrutement est préparée à souhait.

THULIER.

UN BEAU GESTE

Le Journal du Peuple a établi un concours sur le « plus belles phrases » de G. Clemenceau, dit le « Tigre », dit le « Père la Victoire ».

Il y avait du choix. Mais si parler et écrire, c'est une chose, agir, c'est une autre. A-t-il beaucoup accompli d'actes marquants, dans sa vie, le « Tigre » enchaîné à l'autel du Veu d'or ?

J'en ai vu, bien entendu des actes qui seraient en contradiction absolue avec ceux qu'il accompli comme ministre de la très sainte république, laïque et obligatoire.

Pour mon compte, j'en connais un, mais il est de marque.

Un jour, à la Chambre, M. Clemenceau, alors ministre de l'Intérieur, parlait en termes élogieux de l'armée et de la patrie, les héroïques de cette institution, de cette idée. Lorsque tout à coup, de la tribune du public, une voix lui cria : « Vous m'avez donné 10 francs pour le congrès antimilitariste international d'Amsterdam ! » Et c'était vrai.

Cela se passait au temps de l'affaire Dreyfus, l'auteur de la « Mêle Sociale », était rédacteur principal de l'Aurore, l'organe dreyfusard, où il y défendait le Droit, la Justice, la Vérité. Ah, ce vieux champion de ces trois mots !...

Il avait à ses côtés, au journal, Jannion (l'auteur du cri à la Chambre) et organisateur avec... avec Almeréda !... du sus-dit congrès.

Il fallait de l'argent, on sollicitait toutes les personnes susceptibles de s'intéresser sympathiquement à l'œuvre. Jannion fit une collecte parmi ses collaborateurs de l'Aurore. Clemenceau y alla de deux thunes. Et voilà.

Je n'ai pas narré cette histoire pour gagner le prix du Journal du Peuple, le concours est d'ailleurs terminé. Mais je tiens à apporter ma pierre à l'édifice qui illustre l'homme qui personnifie le mieux le régime que nous subissons.

Maintenant, si quelques curieux veulent savoir ce que fit la Chambre le jour où l'homme aux idées chiffonnées de papier fut jugé et à propos, je leur dirai qu'elle octroya 17 voix de plus à son ministre.

Elle allait alors ce qu'elle veut aujourd'hui, ce qu'elle voudra demain, c'est-à-dire ce qu'elle ne peut pas ne pas valoir.

V. LOQUIER.

Echos et Glanes

A L'ASSASSIN !

Depuis trop longtemps le monde, Soufflé par une œuvre immonde, Subit les égarments. Qui font pleurer les mamans; Depuis trop longtemps la haine Des lous à figure humaine Nous plonge un fer dans le sein : A l'assassin ! A l'assassin !

Depuis trop longtemps la terre Fumante comme un cratère, Et l'eau des sommets neigeux Sont rouges du sang des gueux; Depuis trop longtemps les masses, Pour le bonheur des rapaces, Ont un funèbre destin : A l'assassin ! A l'assassin !

Depuis trop longtemps la guerre Détruit la classe ouvrière Et prodigue aux pauvres gens Les maux les plus affligeants; Depuis trop longtemps les bombes Grossissent les hémorrhagies. Qu'on organise à dessein : A l'assassin ! A l'assassin !

Depuis trop longtemps le crime A coup de canon supprime Le semblant de Liberté Qui reste à l'humanité; Et c'est pourquoi, nous qui sommes Pour la révolte des hommes, Nous en sonnons le tocsin : A l'assassin ! A l'assassin !

Eugène BIZEAU.

VAGABONDAGE

Nos « internationalistes » d'Amsterdam : Gompers, Jouhaux, Legien, Appelton et tutti quanti, travaillent là-bas, avec un zèle infatigable, au bonheur intégral de la classe ouvrière mondiale. Rien ne les rebute et ils ne reculent pas devant les innovations les plus intolérables.

Le Congrès, en effet, sur la suggestion de quelques-uns d'entre eux — parmi lesquels, comme par hasard, se retrouve notre Jouhaux national — n'a-t-il pas adopté une motion invitant les gouvernements à instituer des attachés sociaux désignés par les organisations syndicales près des principales ambassades ?

Pas moins !!! Allons, le syndicalisme est toujours en marche pour la suppression du salaire et l'abolition de la propriété privée ! Seulement, il s'égare de plus en plus dans le chemin des écoliers.

LE FROMAGE

Le renégat Laskine traçait récemment, dans l'Intransigeant, un éloge diluvien de Gompers.

Il expliquait comment, sous son impulsion et grâce à son activité infatigable, l'American Federation of Labour pratiquait la collaboration de classes, repudiant le bolchevisme, approuvait sans réserve le traité de paix, etc.

Puis, poussant l'obligeance à l'extrême, Laskine nous expliquait le pourquoi de l'action antilouvain de Gompers : il y a 35 ans — seulement — que le paillard est président de l'American Federation.

Après cela, on peut tirer l'échelle. Ça explique tout !

LA DOULEE TYRANNIE

Verfeuil, dans un article du Peuple, prétend que les socialistes n'attendent pas des merveilles du régime parlementaire. Bien qu'ils pensent même que ce régime ait fait son temps, ils seront obligés de le subir tant que l'apathie des masses ouvrières et paysannes le leur imposera.

C'est un argument. Mais si ceux qui l'emploient sont persuadés de sa valeur, c'est à eux qu'il appartient de secouer l'apathie des masses et de diriger leur activité vers d'autres fins. Ils n'auront pas alors à subir un régime dont ils n'espèrent rien ou pas grand-chose.

Hélas ! Il y a tant de socialistes qui aiment subir la tyrannie parlementaire.

UN PROGRAMME

Appelton, nouveau président de l'Internationale Syndicale, a donné au représentant du Petit Parisien une interview. Il définit ses idées et son programme : obtenir la libération de tous les prisonniers de guerre, assurer le ravitaillement des peuples, combattre la vie chère, travailler, produire...

Un désaccord s'éleva entre Gompers et Jouhaux au sujet de la charte internationale du travail insérée dans le Traité de Paix. Gompers soutient que les clauses ouvrières du Traité sont parfaites — évidemment, puisqu'il était le Président de la commission officielle les ayant élaborées. Jouhaux, qui démissionna, comme l'on sait, de la commission sus-nommée — ne condamne pas la charte de Versailles, mais la déclare insuffisante.

D'où vient cette divergence entre deux lascars faits cependant pour s'entendre comme larçons en foire ? En cet simplement, croyons-nous : si à l'instar de Gompers, Jouhaux avait été installé depuis 35 ans dans le fromage cégeste au lieu de ne l'être que depuis une dizaine d'années — seulement — nul doute que l'entente la plus entière n'eût régné entre les deux leaders syndicaux.

Patience, ça viendra !

TRISTE PRIVILEGE

La « propagande infâme » se poursuit sans trêve, ni relâche. Ah ! quand la frousse l'emploigne aux entrailles, la bourgeoisie donne son or sans compter. A l'école, au restaurant, dans les foyers du soldat, pas

la poste, dans la rue, partout les inepties antibolcheviques sont répandues à profusion.

Sous le patronage de l'Union des Grandes Associations françaises, se distribue actuellement un répugnant factum, curieux mélange de bouleries invraisemblables et de mensonges les plus ridicules, le tout bourré de « faits » dénonçant d'impouvables atrocités bolcheviques. Et savez-vous où ce papier dégoûtant puitse-t-il à documentation ?

Après de M. Charles Dumès, ex-député socialiste quessiste, ancien chef de cabinet du ministre socialiste Jules Guesclie.

Il n'y a de tels que ces faux socialistes pour nourrir une haine effrénée du socialisme, du vrai !

TOUT SE TIENT

L'information reproduit une dépêche selon laquelle M. Francis, ambassadeur des Etats-Unis en Russie, parlant des bolcheviks, « exprime l'espoir qu'avec l'appui de la Ligue des Nations, le peuple de Russie pourra choisir librement un gouvernement qui sera soutenu, si besoin est, par la force... »

Il n'y a plus qu'à que ces faux socialistes syndicalistes pour s'obstiner, ainsi qu'en témoigne une résolution de la Conférence d'Amsterdam, à faire de cette Ligue des Nations leur centre de gravité. Et cela au nom de la classe ouvrière, destinée cependant à être la victime de l'œuvre contre-révolutionnaire et consistant à l'unique but et la seule raison d'être de la Ligue des Nations.

Encore une suite logique du syndicalisme de guerre, de la collaboration de classes et du « fromagisme » !!!

LE MIRAGE DECEVANT

Un projet de loi envisageant la création d'une armée permanente de 510.000 hommes a été soumis par le gouvernement au Congrès des Etats-Unis.

Cependant, l'Amérique n'avait participé à la guerre du Droit que pour l'abolition de tous les militarismes.

Hélas ! elle qui jouissait avant la guerre du rare privilège de ne pas posséder d'armée nationale, va en être dotée à son tour. C'est la « réalisation » d'un de ses buts de guerre.

Partout, une à une, les idéologies de guerre triomphent. Les promesses s'envolent. Seule reste la note à payer...

POUR LA CAUSE...

L'originalité de la grève des policiers américains, celle-ci, des sentiments contradictoires. Quand on s'élève, dans la classe ouvrière, ses admirateurs.

A Liverpool, un meeting de cheminots a adopté une résolution « se félicitant de l'attitude ferme des camarades du Syndicat de la Police pour la cause de la liberté et de la démocratie et faisant appel au comité exécutif du Syndicat national des Cheminots pour venir en aide à la police ».

Voilà, certes, un bel acte de solidarité, d'autant plus que le meeting se déclare en faveur de l'action directe si réponse du comité exécutif n'est pas satisfaisante.

Il ne reste plus aux filices syndiqués qu'à fournir la preuve de leur attachement à la « cause de la liberté ». La meilleure qu'ils en puissent donner est d'envoyer la grève terminée, leur démission à leur « Tour de force » et d'exercer une profession plus... libérale.

Car pour servir loyalement la « cause de la liberté », il est indispensable de ne pas être les exécuteurs zélés des basses œuvres des bourgeois de la liberté.

Le « frère filic » est un mythe !

ÇA FERA DU PROPRE

Retour d'Amsterdam, les militants syndicalistes français ont été interviewés par un rédacteur de l'Heure.

Bidegaray donne ses impressions. Il a constaté que ses amis et lui, que certains accusent de fébrilité et de modérantisme, ont fait leur devoir à Amsterdam à l'extrême gauche de l'internationalisme syndical.

Ah ! merde, alors ! Que doivent donc être, grands dieux, les autres... « internationalistes » ?

LA PAILLE ET LA POUTRE

Un peu partout, dans la presse dite ouvrière, on a cherché à fermer le Parti Socialiste National de Gustave Hervé. Les adhérents de marque (?) prennent quelque chose.

La Bataille y met son grain de sel. Alexandre Zévada, Jacques Prolo, Albert Orty sont « mis en botte » bien gentiment. Allemane lui-même n'y coupe pas.

Et savez-vous quel est le bon sens irréprochable, ayant conservé le respect des opinions, qui déplore de voir le mieux commandé embarqué sur cette galère ?

Savez-vous qui lui dit : « C'est tout votre beau passé de militant, d'apôtre de la Sociale qui tout le camp ? »

Louis Granddier, tout simplement ! Bien sûr, Granddier et Allemane, ça n'est pas la même chose ! Mais, décidément, c'est la misère qui se fait du pauvre monde...

SUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

La liberté de la presse pour les capitalistes, c'est la liberté pour les riches d'acheter la presse, de fabriquer et de fausser la soi-disant opinion publique.

Lénine.

SUR LA REPUBLIQUE

La république bourgeoise la plus démocratique n'est pas autre chose qu'un instrument d'oppression de la classe ouvrière par la classe bourgeoise, de la masse des travailleurs par une poignée de capitalistes.

Lénine.

SUR LA LIBERTÉ

Les capitalistes ont toujours appelé « liberté », la liberté pour les riches de faire leurs profits et la liberté pour les travailleurs de mourir de faim.

Lénine.

SUR L'ARMÉE

L'armée a été un instrument d'oppression non seulement sous la monarchie, mais sous le régime des républiques bourgeoises les plus démocratiques.

Lénine.

PAS DE BULLETTIN, UNE PIQUE !

Si nous continuons à confier le sort des peuples civilisés au suffrage universel, tripatouillé et faussé par des forces financières et gouvernementales, nous risquons de ne jamais sortir de l'enfer social où nous sommes.

Charles Rappoport.

LE GLANEUR.

Comité d'Action des Conseils d'Ouvriers syndiqués

de la Région parisienne

Le Bourgeois, incapable de se consacrer pas à la hauteur de l'histoire. L'heure du Travail a sonné. Le moment est venu pour vous de prendre notre succession.

(Paroles de M. G. CLEMENCEAU aux délégués de la C.G.T., le 28 mai.)

Camarades,

Les dirigeants de la C.G.T. ne doivent pas être les seuls déclarés responsables du système d'impotence et d'irresponsabilité derrière lequel ils s'agitent vainement, au désespoir de leurs mandants, dont la colère contre eux s'étend parfois jusqu'à la haine.

Il appartient aux ouvriers syndiqués, s'ils sont dignes de recueillir la succession qu'on leur offre et qui leur échoit fatalement, de se montrer capables de combattre l'irresponsabilité et de purifier chez eux, avant d'entreprendre la liquidation de la société capitaliste croulant sous l'opprobre universel.

Agr ainsi, c'est apporter toutes garanties aux hommes d'action et de progrès qui constatent que : Hors le règne des travailleurs conscients, il n'y a pas de salut !

Les conseils d'ouvriers syndiqués :

Estimant que « fonctionnarisme » est synonyme de « dictature » ; qu'instaurer une nouvelle société sous l'égide d'un organisme de fonctionnaires, serait simplement déplacer la tyrannie ; soumettent au jugement de leurs camarades, travailleurs manuels et intellectuels, prêts à collaborer à une transformation sociale profonde sans qu'il en coûte une goutte de sang, le système suivant, propre à préparer et à assurer le succès d'une révolution, en dehors des hommes enclins à régner, ou à maintenir la propriété et l'état, sources de la misère universelle et de tout le mal dont souffrent les hommes à quelque classe qu'ils appartiennent.

ORGANISATION DES CONSEILS

Toutes les professions concourant à la vie d'un arrondissement, d'une ville : production et consommation, depuis l'épicier, le boucher en passant par la blanchisseuse, la couturière, l'employé, jusqu'aux métallurgistes et aux ouvriers du bâtiment, doivent être représentés au conseil d'ouvriers par deux syndiqués délégués par atelier, chantier, magasin ou exploitation. Ces délégués sont admis au conseil sur la présentation d'un mandat délivré par le personnel qu'ils représentent.

Pour les usines comprenant plus de 100 ouvriers, il peut être nommé d'autres délégués par fraction supplémentaire de 100 travailleurs, toutes corporations représentées.

Les délégués comptent un nombre de voix correspondant au nombre des camarades qu'ils représentent et qu'ils consultent par référendum. Leur vote fait mention des voix « pour » et « contre ». Exemple : atelier X..., personnel 500 : 415 voix pour, 85 voix contre. Chaque atelier, magasin, administration, gare, banque, bureau de poste, etc., etc., est un tout groupement de travailleurs des deux sexes devra envoyer des délégués à la section du conseil d'ouvriers la plus rapprochée du lieu de leur travail. Ces délégués sont élus par tous les travailleurs des deux sexes âgés d'au moins dix-huit ans (travailleurs étrangers compris). Les isolés, desquels se seront fait connaître, seront organisés entre eux par les soins de leurs sections. Les délégués d'ateliers devront être syndiqués afin que l'on ne taxe pas ces véritables « soviets » ouvriers de faire œuvre de jaisse ; ils seront syndiqués jusqu'au jour où les pouvoirs publics qu'il est à réformer sur de nouvelles bases.

Les chefs de fabrication ou d'administration ne peuvent être délégués.

Ces comités de délégués d'ateliers ont un rôle d'éducation révolutionnaire technique. Ils s'organisent pour assurer la vie : production et consommation au lendemain d'une transformation sociale opérée par le peuple ouvrier et ayant le communisme comme but.

Ces conseils d'ouvriers demanderont à leurs adhérents : de s'imprégner du rôle qu'ils auraient à jouer en cas de transformation sociale, afin d'être prêts à assumer, dans l'ordre communiste, toutes les responsabilités leur incombant ; de s'activer, par tous les moyens possibles, à connaître : études, plans, procédés de travail, principes d'organisation, systèmes d'administration, méthode de production, jeux de statistiques, inventaires, en un mot tout ce qui peut concourir à organiser le travail courant d'une usine, d'un atelier, d'un chantier, d'un magasin, d'une administration, d'une exploitation quelconque, sans autres secours que ceux des ingénieurs, dessinateurs, chimistes, architectes et tous spécialistes adhérents aux syndicats affiliés à la C. G. T.

Des sections et des conseils techniques seront créés à cet effet, ainsi que des cours professionnels, des conférences.

Chaque conseil d'ouvriers (pour Paris un arrondissement) nomme deux délégués au sein du comité d'action régional qui s'occupe de l'organisation régionale de la production et de la consommation et envoie des propagandistes autorisés dans les conseils. Chaque délégué de conseils d'ouvriers représente au Comité d'action, le nombre de voix des adhérents à sa section, consultés par référendum. Les conseils, en raison des événements et du but de leur œuvre, se réunissent chaque semaine à des jours fixes à l'avance ; même disposition pour le Comité d'action régional.

Il n'est pas constitué d'archives, les ordres du jour de chaque séance doivent se résumer en actions confiées à des camarades chargés de les accomplir, ce qui permet de détruire les ordres du jour. Le fonctionnarisme du Comité d'action Régional comprendra deux comptables : secrétaires salariés et ayant voix consultative. Les conseils d'ouvriers n'auront un statut définitif qu'après que les concours dévoués font défaut et si l'importance et les moyens de la section les y autorisent.

DONC, PLUS DE FONCTIONNARISME DICTATEUR !

Les régions ne seront reliées entre elles que par des orateurs échangés et par des Congrès. L'autonomie la plus complète étant laissée à chaque région pour le principe de la plus grande liberté. Chaque région agissant, du reste, sur un même principe et vers un même but, n'ayant donc besoin pour cela d'aucun comité directeur.

Pour les Congrès (conseils d'économie populaire) prendront date de leur fonction aux premiers jours d'une transformation sociale, afin d'établir les statistiques générales

de production, de consommation, de régie des jeux de nationalisation, de communalisation plutôt, et de coordonner tous les moyens propres à l'établissement du système communiste.

La cotisation des ouvriers attachés à leurs ateliers, délégués plus qu'à des fonctionnaires syndicaux est libre au-dessus d'un minimum fixé.

Certains travailleurs versent volontairement, à ce jour : 2 francs par semaine pour les professionnels, 1 fr. 50 pour les spécialistes, 1 franc manœuvres et femmes. Ces versements sont faits sur une liste de souscription numérotée ; chaque liste comportant la page d'un registre faisant état des versements et des ressources. Les ouvriers ne sont pas embrigadés, restent libres d'adhérer aux groupements de leur choix. Aucune carte n'est délivrée. Pour les délégués, seul le mandat de leur personnel est exigé à l'entrée des séances du conseil et du Comité d'action régional. Les Conseils d'ouvriers prennent contact avec leurs camarades ouvriers, souscripteurs ou non, par des conférences publiques d'éducation révolutionnaire, suivies de fêtes. Le Comité d'action régional prend contact avec l'ensemble des travailleurs d'une région par des meetings monstres en plein air ou par des séries de meetings en cas de mauvais temps.

Les fonds versés par les ouvriers et recueillis par les délégués d'atelier, sont confiés aux conseils d'ouvriers pour être destinés aux victimes des grèves habitant leur arrondissement ; mais, dans l'avenir, et au plus tôt, ces fonds confiés au Comité d'action Régional, constitueront un appoint formidable, non pour l'appointement des fonctionnaires, mais pour l'ouverture de salles de réunions, d'ateliers pour cours professionnels, pour le soutien ou le tirage de journaux, de brochures, de tracts, d'affiches, de propagande et de tout usage utile qu'il plaira d'attribuer aux événements de l'heure.

Les Conseils d'ouvriers laissent aux organes d'action communiste le soin d'organiser la propagande communiste et tout ce qui est propre à leur action ; ils recourent à ces organismes leurs propagandistes qui exposeront leur système, se réservant d'adhérer à ces groupements, par des inscriptions, selon la valeur et la sincérité de leur action, de leur but qui doit concourir à leur définitivement tous les organismes travaillant à l'organisation communiste de la société, au lendemain d'une transformation sociale.

La Muse Libertaire

Il est encore, parmi nous, trop de camarades qui ne se rendent pas compte de l'arme redoutable que pourrait être la chanson dans la lutte qui commence si nous voulons nous donner la peine d'apprendre à nous en servir.

Et, parmi ceux qui en connaissent la valeur, rares sont ceux qui ont tenté quelque chose pour lui donner toute sa force.

Et pourtant... De toutes parts, chez les socialistes, dans les syndicats et dans différentes autres associations se forment des groupes de chansonniers.

La « Muse Rouge » la « Muse des Cheminots » et diverses autres sociétés, tentent actuellement des efforts pour organiser leur propagande par la chanson.

Et nous autres, libertaires, que faisons-nous ? Sommes-nous incapables de faire quelque chose ? Est-ce que nos idées ne se prêteraient plus à être propagées artistiquement ? Allons-nous rester les bras croisés ?

Non, n'est-ce pas ? Eh alors, qu'attendons-nous ?

Les anarchistes doivent avoir leur propagande, leurs moyens d'action nettement et exclusivement anarchistes, en dehors de tout mélange.

Nous devons avoir notre théâtre, notre littérature, notre chanson, à l'œuvre donc ! Il ne s'agit plus de critiquer les autres, il faut montrer que nous savons faire mieux !

Le temps est passé des dissertations stériles. Il faut maintenant travailler dur et ferme si nous ne voulons pas nous voir dépasser par les événements !

Nous avons assez clamé que l'idéal anarchique pouvait suffire à tout. Il s'agit désormais de le montrer !

Y a-t-il encore parmi nous des camarades qui, en réfléchissant sérieusement, peuvent douter de l'influence qu'a la chanson sur les masses ? Je ne le crois pas.

C'est au son de la « Marseillaise » et autres « Madelon » et sous-madelon que l'on a mené les peuples à la boucherie.

C'est encore avec ces chansons que l'on endort le peuple aujourd'hui, pour qu'il ne s'occupe pas de ce que font nos modernes potentats.

C'est en chantant Révolution que les Russes ont fait leur révolution bolchevique.

Il y a trop de mauvaises chansons, trop de spectacles malsains contaminant les cerveaux pour que nous ne tentions rien pour réagir !

Il nous faut opposer à la chanson guerrière aux *caïstes lentes* dans lesquelles, sous un masque apparent d'amour, se cache la pornographie, il nous faut, dis-je, opposer une chanson toute de beauté, d'amour, de fraternité et de saine morale.

C'est par l'éducation seulement que nous parviendrons à faire comprendre à la masse, qu'en dehors de nos saines théories tout n'est que mensonge, bluff et démagogie.

Ce n'est que par l'éducation que nous arriverons à ouvrir les yeux du peuple sur les agissements des stercoraires du socialisme, du syndicalisme même, de ceux que j'appelle les parasites et les souteneurs du prolétariat.

Or, il est un fait que nul ne pourra contester : la masse est frivole, on voit beaucoup de monde dans les salles de spectacle et très peu dans les réunions — sauf s'il s'agit d'une question de salaire. — Le Peuple a soif de distraction !

On se plaint quelquefois du mauvais goût de Populo et on dit : « La foule n'a que le spectacle qu'elle mérite ! »

Non ! camarades, le peuple n'a pas les spectacles qu'il mérite et s'il emplit tous les soirs les music-halls où on lui montre des petites femmes aux jambes nues, s'il va dans les concerts où on lui débite les chansons de Mayol, s'il court aux cinémas où on fait défiler devant ses yeux des Charlots et autres Kigadins, s'il accourt à ces salles, c'est parce qu'il n'existe rien autre actuellement.

Le Peuple est en enfance, nul ne pourra le contester. Or, si à un enfant on donne un mauvais maître, il subira cette mauvaise éducation, si au contraire on lui donne de bons professeurs il deviendra bon et prendra conscience de lui-même.

Il en est de même pour le spectacle ! — Il y a, aujourd'hui, que de mauvais maîtres, c'est à nous qu'il incombe d'être les bons professeurs ! Allons-nous enfin prendre notre tâche à cœur ? Oui, n'est-ce pas ?

Alors, dépêchons-nous de faire entendre la belle voix de la Muse Libertaire !

Il est constitué dernièrement, à Paris, un *Groupe lyrique du Libertaire*.

Ce groupe a pour but : L'éducation par la chanson ;

L'organisation des fêtes de propagandes ; L'édition et la diffusion du poème et de la chanson anarchiste.

Mais cela ne suffit pas ! Il faut que dans chaque localité importante où existe un noyau de copains se fondent des groupes semblables !

Il faut que la voix libertaire soit entendue partout !

Je me tiens à la disposition des camarades qui auraient besoin de renseignements à ce sujet.

Allons ! camarades, à l'œuvre ! Nous avons assez perdu de temps ! organisons dès aujourd'hui notre propagande !

Il faut que nous soyons prêts à la lutte lorsqu'elle commencera. Et... les événements se précipitent !

Demain, il sera peut-être trop tard !

Louis LOREAL.

P. S. — Le *Groupe lyrique du Libertaire* fait appel au concours de tous les camarades, hommes et femmes ayant quelque peu un sens artistique. Que tous, chanteurs, chanteuses, poètes, chansonniers, compositeurs de musique, déclamateurs, etc., adressent leur adhésion au « Groupe lyrique ».

Voici l'hiver, la période des fêtes va s'ouvrir. Tâchons d'être prêts à ce moment !

Adressez tout ce qui concerne le « G. L. » à Louis Loreal, au Libertaire.

Réunion du groupe, mercredi prochain, à 20 h. 30, au journal.

Catalogue des Chansons

D'AVRAY (Charles)	
1. Amour et volonté.....	0 40
2. A qui la faute ?.....	0 40
3. Bas Bribi.....	0 40
4. Bazarine.....	0 40
5. La Bonité.....	0 40
6. Chanson d'un incroyant.....	0 40
7. La Chevauchée infernale.....	0 40
8. Conseils aux mamans.....	0 40
9. Les Fous.....	0 40
10. La foule.....	0 40
11. Les géants.....	0 40
12. L'insurrection des remparts.....	0 40
13. L'Homme Libre.....	0 40
14. L'idée.....	0 40
15. L'insurrectionnelle.....	0 40
16. La Jolie.....	0 40
17. Loin du Réve.....	0 40
18. Les Masques rouges.....	0 40
19. Militarisme.....	0 40
20. Leurs Ministres.....	0 40
21. La Moisson rouge.....	0 40
22. Le Monde fédéral.....	0 40
23. Les Monstres.....	0 40
24. Paillasses.....	0 40
25. Patrie.....	0 40
26. Paroles d'un révolutionnaire.....	0 40
27. Les Penseurs.....	0 40
28. Le Peuple est vieux.....	0 40
29. Le Premier Mai.....	0 40
30. Petite fille de deux sous.....	0 40
31. Les Prisonniers.....	0 40
32. Prostitution.....	0 40
33. Des Pyramides aux Invalides.....	0 40
34. Sous la 3 ^e République.....	0 40
35. Le Triomphe de l'Anarchie.....	0 40
36. La Toussaint des vivants.....	0 40
37. Le Vieux Savant.....	0 40
38. La Vérité.....	0 40
39. La Douleur.....	0 40
40. L'Odyssée d'un vagabond.....	0 40

BOUCHER (Maurice)	
41. La chanson du Tonnelier.....	0 40
42. Ventre de gueux (musique de Cernouil).....	0 40
43. Libre.....	0 40

BIZEAU (Eugène)	
44. Les Petits courtiers (musique de Auguste Fay).....	0 30
45. Les Volés (musique de L.-A. Droccos).....	0 30
46. Par le Travail (musique de A. Fay).....	0 30
47. Nos Ennemis (musique de A. Clereau).....	0 30

Ensemble.....	
48. Desirs de pauvre (musique de A. Fay).....	0 50
49. De quoi te plains-tu ?.....	0 50

Ensemble.....	
50. La Chanson du Lièvre (musique de Ch. D'Avray).....	0 40
51. Le Drapeau des iconoclastes (musique de A. Fay).....	0 40

Ce que nous voulons (musique de A. Fay).....	
52. L'Amour maternel.....	—
53. Les Chimères.....	—
54. Chanson de Printemps.....	—
55. Chanson d'Hiver.....	—

Le recueil de ces six chansons de E. Bizeau.....	
56.....	0 75

CLOVIS	
57. Le Droit d'asile (musique de Droccos).....	0 40

DEMEURE	
58. Nous qui souffrons.....	0 40

DOUBLIER (Maurice)	
59. T'es ben dit mon gas (musique de Droccos).....	0 40

DUPRE	
60. Le Petit fusil.....	0 40
61. Rêve d'ouvrier.....	0 40

FAURE (Sébastien)	
62. Je ne mentirai plus.....	0 40
63. L'Internationale des enfants (grand format paroles et musique).....	0 40
64. L'Internationale des enfants (paroles seulement).....	0 10
65. L'Internationale des enfants (petit format paroles et musique).....	0 20
66. Réflexions d'enfant.....	0 40

LELIEVRE	
67. La Guerre (musique de Droccos).....	0 40

LOREAL (Louis)	
68. Chants du Travail (recueil de 4 chansons).....	0 30

MAHONDEAU	
69. La Commune Libertaire (musique de Fritz).....	0 20

PAILLETTE (Paul)	
70. Heureux Temps.....	0 10

LAPURGE (Le Père)	
71. L'Internationale féministe.....	0 20
72. La Muse Rouge (musique de Lochar).....	0 30
73. Le Père Lapurge.....	0 30

VERNET (Madeleine)	
74. Berceuse pour le petit gas (musique de Saphir).....	0 40
75. Les Tendres (musique de Marcellin).....	0 40
76. En Normandie.....	0 40

YVETOT (Georges)	
77. Oui Bourgeois.....	0 40
78. Promesse des beaux jours.....	0 40

GUERARD (Robert)	
79. Révolution.....	0 50
80. Si les métaux parlaient.....	0 50
81. Le Tocsin du grand soir.....	0 50

POEMES	
82. ALTROFF.....	0 30

BERCY (de)	
83. Libre (Germinal).....	0 50

BIZEAU (Eug.)	
84. bis. Notre Fête, Ode à la Mort, La Chanson des Bûes, les trois poèmes réunis.....	0 50

FAUCHOIS	
85. Crépuscule (fragment).....	0 30

GALE (Tony)	
86. Delf.....	0 10
87. Multisme.....	0 10

VERNET (Madeleine)	
88. Carithide.....	0 30

89. Le Vagabond (Germinal. Labelle).....	
90. Croisade, multiplex.....	0 10
91. Revision, de Gaston Conté (paroles et musique).....	0 20
92. L'Internationale, de Roulet et Révolution, de R. Guérard, avec une belle reproduction de la « Libertaire » de Steinlein. Edition de luxe.....	0 50

Il faut qu'on le trouve partout !

C'est pourquoi le Comité de Diffusion, met à gratuitement à ta disposition, camarade, des copies de LIBERTAIRE, de 3 ou 5 kilos à ton choix, qui te seront adressés par retour du courrier, contre le montant, en timbres-poste, du prix du port, soit :

1 fr. 40 pour 3 kilos en gare
1 fr. 60 pour 3 kilos à domicile.
1 fr. 70 pour 5 kilos en gare.
1 fr. 90 pour 5 kilos à domicile.

Si tu es de Paris, « tu penseras à l'ouïer » sur toutes les banquettes du métro. Si tu es banlieusard tu en garniras les coussins et les filets des trains du soir.

Si tu es de la province, fais-lui faire connaissance avec toutes les boîtes-à-lettres de la localité.

Si tu es perdu au fond de la cambrousse, va par une belle nuit sans lune, le collier en bonnet, bien près du beau cadre réservé aux belles affiches officielles, de ton village.

A bon entendeur salut !

N. B. — Adresser dorénavant les commandes et la correspondance concernant le Comité de Diffusion, à la secrétaire la camarade Deschamps, au LIBERTAIRE, 69, boulevard de Belleville, Paris.

Le Comité de diffusion

prie les camarades qui auraient des adresses d'organisations syndicales ou libertaires d'Alsace-Lorraine, de les lui faire parvenir en vue de leur faire le service du Libertaire, à l'essai.

Communications

COMMUNIQUE DES JEUNESSES SYNDICALISTES

Comité d'Entente des J. S. de la Seine, 31, rue Grange-aux-Belles. Secrétaire, Fernand Jact. Pour la province : secrétaire-adjoint, Delaporte. J. S. des III^e et X^e arrondissements. — Réunion jeudi 14 août, à 20 h. 30, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Causerie.

J. S. des V^e et VI^e arrondissements. — Réunion vendredi 15 août, à 20 h. 30, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Causerie.

J. S. des VII^e et VIII^e arrondissements. — Réunion mercredi 13 août, à 20 h. 30, 2, rue Saint-Bernard. Conférence par Salvator : L'Histoire du Faubourg Saint-Antoine.

J. S. du XIII^e. — Réunion mardi 19 août, à 20 h. 30, 117 boulevard de l'Hôpital. Réunion constitutive.

J. S. du XIV^e. — Réunion vendredi 8 août, à 20 h. 30, Maison des Syndicats, 18, rue Cambronne, Causerie.

J. S. du Lièvre. — Réunion vendredi 8 août, 9, rue de Savoie, à 20 h. 30, Causerie par Dubéty sur l'histoire du Syndicalisme.

J. S. de Boulogne-Billancourt. — Réunion jeudi 14 août, à 20 h. 30, 125, boulevard de Strasbourg, Causerie.

J. S. de Saint-Denis. — Réunion jeudi 14 août, à la Bourse du Travail, Causerie.

Grande balade vendredi 15 août. Voir détail dans prochain numéro.

CONVOCACTION

Réunion des Amis du Libertaire, mardi 22 août, à 8 h. 30, lieu habituel. Présence de tous nécessaire.

Vient de paraître : Le numéro d'août du REVEIL TYPOGRAPHIQUE. Au sommaire : Fantômes et réalités, J. Raveau ; Causette au diable ; Les mauvais bergers ; La plus belle des commandites ; Reconnaissance, P. Colin ; La grève... politique, R. Jamet ; Coup d'œil rétrospectif, V. Godonnière ; Renouveau, J.-V. Casanovas ; Aux jeunes, R. Choisy ; Avant le congrès de Nancy, A. Mathien ; A travers les sections : Vers la fédération d'industrie, 2 fr. par an, 9, rue de Savoie, Paris (6^e).

ALFORTVILLE

Nous informons les camarades de la région que le Libertaire est en vente à la Librairie, rue de Villeneuve, 79, à Alfortville.

Entre nous

Blanche et Camille demandent nouvelles et adresse du Père Clement de New-York et de Marest. Ecrire 29, Macjix Road W 14, London-England.

Blancpain, place du Marché, Montcau-Les-Mines, demande si un camarade peut lui fournir des « tuyaux » pour un emploi de papeterier-relieur soit à Paris, soit dans le Centre, mais de préférence dans une imprimerie coopérative. Lui écrire.

Poulain, 48, rue d'Atthis, à Fiers, demande adresse de Dujardin.

La camarade à qui Pignol a prêté « Ceux que l'on méprise », de Verdene, est priée de donner de ses nouvelles, 9^{er}, rue Albouy (10^e).

Le camarade Poulain, à Fiers (Orne), désire entrer en relations avec camarades chanteurs et metteurs en scène de ce genre, un groupe lyrique, pour propager la chanson libertaire.

Le camarade Kervarrec, 113, place Nationale, à Paris, désire correspondre avec une jeune camarade.

Compagnie, 32 ans, bonne éducation, désire correspondre avec camarade. Ecrire W., au Libertaire.

Camarade vendrait appareil photo 13x18 touriste, modèle récent, décentement et tirage soufflet peau, bon objectif et obturateur, 3 châssis doubles, pied, sac, toile, le tout état de neuf, 130 fr. Ecrire : L. Henry, 34, rue de la République, Meudon.

Un camarade, 30 ans, amputé d'une jambe, demande à correspondre avec une camarade de 20 à 25 ans. Ecrire à E. Gekel, steno-dactylo, avenue Lamotte-Piquet, 58, Paris.

Un bon camarade ne pouvant plus pour raison de santé, travailler chez les autres, cherche travail à accomplir chez lui. Fera à l'occasion dessin industriel, écritures ou petits travaux mécaniques de précision.

Reprinses Fernand désire nouvelles de Charles.

M. Pslistier demande des nouvelles de Lebrun, Cabot, Coppieters, de Bruxelles. Lui écrire au Libertaire.

DES MUNITIONS pour la campagne antiparlementaire

(6^e Liste)

Quin, 20 fr. ; J.-S. Boudoux, 5 fr. ; Thébaud, Le Havre, 5 fr. ; André Charles, 2 fr. ; Aubry, Oyonnax, 1 fr. ; Thébaud, Le Havre, 5 fr. ; Annet Beaujeu, 2 fr. ; Boulet, 2 fr. ; Souron, 2 fr. ; Paul Bourgie, 0 fr. 50 ; Un antiparlementaire, 2 fr. ; Camard, 1 fr. 50 ; P. T. T., 2 fr. ; Jojo, 1 fr. ; Gauzy, 2 fr. 50 ; Henri Beylie, 5 fr. ; Un copain de Fontainebleau, 5 fr. ; Wolff, 5 fr. ; Broillet, 1 fr. Total 5^e liste, 69 fr. — Total des listes précédentes, 644 fr. 95. — Total général, 713 fr. 95.

P. S. — Adresser les fonds à P. Le Mailleur, 69, boulevard de Belleville.

Souscriptions pour le « Libertaire »

POUR LES 4 PAGES

En achetant des brochures, 0,55 : Georges-Victor Mallard, 2 fr. ; Baisse, 2 fr. ; R. N., 1 fr. ; R. A., 1 fr. ; Une conscience de ses actes, 1 fr. ; Geerts, 2 fr. ; Un paysan anarchiste, 2 fr. ; Le meilleur Pierre, 5 fr. ; Mahe, 2 fr. ; Séguin, 1,50 ; Thuillier, 1 fr. ; Galtzy, 2,50 ; Durau, 3 fr. ; Henri Beylie, 5 fr. ; C. Marot, 5 fr. ; Un copain de Fontainebleau, 5 fr. ; Richard, 2,40 ; Brué, 1 fr. ; Postol, 1 fr. ; Robert, 0,50 Un copain, 5 fr. ; En achetant une brochure, 1 fr. : Vive l'anarchie, 1 fr. ; Robert le Diable, 3,30 ; Ce que tu voudrais, 10 fr. ; Un paysan libertaire, Lapata, 1,80 ; Eregent, 3,30 ; V. B. du E., 1,40 ; Gonzales, 1 fr. ; Kamille, 1 fr. ; Mouche, 1 fr. ; Marguerite, 1 fr. ; Lefèvre, 2 fr. ; Bono, 2 fr. ; Augagneur, à Montchanin-les-Mines, 2,50 ; Un matelot anarchiste, 2 fr. ; Lambert, 2 fr. ; Brousard, à Quarrubie, 2 fr. ; Rose, 1 fr. ; Dessain, 2 fr. ; Georjain, 1,15 ; Rusé, 2 fr. ; Un camarade Italien, 2,50 ; André Germain, 2 fr. ; Menclora Pésuis, 1 fr. ; Un copain, 0,50 ; Potier, 1 fr. ; Massay, 2 fr. ; Le gniaff, 1 fr. ; Constant, 2 fr. ; Julien Verrier, 2 fr. ; Lefranc, 1 fr. ; J. B. R., 0,50 ; Un copain argentin, 1 fr. ; Georges, 1 fr. ; Carré, 1 fr. ; Legros, 5 fr. ; Dié Ernest, 2 fr. ; Broillet, 1 fr. ; Simon, 1 fr. ; Robert David, 2 fr. ; Mme Ladoux, 1 fr. ; André et Marcelle, 2 fr. ; Un copain, 0,70 ; Versé par Morlet, 4 fr. ; Lambert, 0,50 ; Bellot, 1,90 ; Mme Menaud, 1 fr. ; Pour que le « Libertaire » devienne quotidien : Nifort, 5 fr. ; Bonvalet, 2 fr. ; Auguste, 2,50 ; Un copain, 1,25 ; Bellinas, 1 fr. ; A Jouliaux, la honte du syndicalisme : C. Duham, 5 fr. ; Pour le quotidien anarchiste, 1,30 ; Thuillier, 1 fr. ; Galtzy, 2,50 ; Martin, 1 fr. ; Hélot, 2 fr. ; Placide, 1 fr. ; Dumas Juliette, 0,90 ; Creuzat, 2,50 ; Bousard, 0,80 ; Cornat, 1 fr. ; Collecte balade « Amis du Libertaire » de Bordeaux, 15 fr. ; Laurenon, 1 fr. ; Doussau, 1 fr. ; J. S. Boudoux, 5 fr. ; Dumont Louis, 1 fr. ; Un patron bolcheviste né en Russie, 20 fr. ; Albert, 2 fr. ; Amaranchal, 5 fr. ; Reimerger, 1 fr. ; Lenor mand, 5 fr. ; Bizeau, 1 fr. ; Bricheteau, à Geneve, 3 fr. ; Le Roux, 1 fr. ; Caneel Maurice, 0,85 ; Laplanche, 10 fr. ; Martinello, 10 fr. ; Clémence Maurice, 5 fr. ; Deux camarades du Livre, 10 fr. ; André Rimbault, 5 fr. ; Ils y viennent tous au « Libertaire », constatation d'un démissionnaire, 2 fr. Total de la 1^{re} liste : 272 fr. 60 ; Total des listes précédentes : 8.330 fr. 50. Total général à ce jour : 8.603 fr. 10.

PETITE CORRESPONDANCE

Laplanche, Lyon. — Reçu mandat de 60 fr. Merci. Distribuer les invendus au mieux de la propagande. Expéditions pour cette semaine 100 numéros.

Meurant, Roubaix. — Tu peux disposer d'un bouillonnement que il te conviendra, au mieux de la propagande.

Sabat, Perpignan. — Bien reçu lettre et mandat. Donnes-moi nom et adresse exacte de Cid.

Le copain qui fait le service du Libertaire à Lorient, 16, boulevard Mahesterbes, Paris, est prié de bien vouloir en cesser l'expédition, le journal nous revenant avec mention refusé.

Barichard, à Montigny. — Navons pas la brochure Chapelier. Mais tu en trouveras d'autres sur le catalogue.

Justag, Pannecé. — Ton abonnement devait être expédié, je n'ai pas retrouvé ta fiche. Celui-ci part donc du n° 25 et ira jusqu'au 54.

Dejagher, Roubaix. — Distribue les journaux pour la propagande.

Boussière, à Levallois. — Votre souscription a paru dans le n° 27 du Libertaire, 4^e page, 10^e colonne, ligne 37 de la souscription.

Paul Smith. — Article excellent passera peut-être la prochaine fois. Excusez-nous.

Valecamp est prêt de passer au journal. Haussard.

Léon Cadiz. — L'envoi de brochure nous est revenu avec la mention : « Le destinataire n'a pu être atteint ».

Cawin, à Lyon. — J'ai cru bien faire en complétant par des brochures du même auteur, n'ayant pas actuellement La Philosophie de l'Anarchie.

Paul Smith. — Complément suivra sous peu.

Autrel, Nantes.